

FRV100

Etudes, recherche, conseil / Sciences sociales appliquées

Programme *“Rêves d’habitants”*

**Bilan prospectif des micro-projets
financés en 2015 et 2016**

Fondation Abbé Pierre

Secteur Promotion des habitants

Mai 2018

Catherine FORET

SOMMAIRE

Préambule	p. 3
<i>Donner corps à des « rêves d’habitants » : les raisons d’un programme 2015-2016. Renforcer l’implication des agences régionales de la Fondation</i>	
1. Trois conditions d’émergence des initiatives d’habitants	p. 5
<i>La colère comme « sentiment démocratique »</i>	
<i>« L’effet parrainage », ou le nécessaire soutien d’acteurs de l’éducation populaire ancrés dans les quartiers</i>	
<i>De l’importance des temps de parole informels</i>	
2. Quels projets ?	p. 19
<i>Partir à la découverte de l’ailleurs</i>	
<i>Prendre en charge la jeunesse</i>	
<i>Faire entendre sa voix dans l’espace public</i>	
<i>Embellir le quartier</i>	
<i>Jardiner, cuisiner, bricoler, faire la fête ensemble... pour renforcer les liens sociaux</i>	
3. Quels effets ?	p. 28
<i>Des individus et des collectifs revalorisés, confortés dans leurs savoirs et leurs capacités d’action</i>	
<i>Des relations intergénérationnelles, de genres et de voisinage améliorées</i>	
<i>Des projets qui font des petits..., ou l’enjeu d’un soutien dans la durée</i>	
4. Quel rôle pour les agences régionales de la Fondation ?	p. 39
<i>Besoin d’interlocuteurs « convaincus » et à l’écoute</i>	
<i>Besoin de « souplesse »</i>	
<i>Besoin de suivi de proximité : vers un engagement des bénévoles ?</i>	

Préambule

Donner corps à des "rêves d'habitants" : les raisons d'un programme

En lançant en 2011 le programme de micro-projets *Rêves d'habitants*, la Fondation Abbé Pierre souhaitait poursuivre ses actions en faveur du soutien aux initiatives d'habitants démunis, qui agissent collectivement à partir de leur territoire. Le secteur Promotion des habitants de la Fondation, à l'origine de la démarche, fonde celle-ci sur plusieurs convictions :

- Il ne suffit pas d'être logé pour bien « *habiter sa vie* ». Pour vivre dignement et faire face aux aléas que celle-ci nous réserve, il faut acquérir ou retrouver une capacité à être **acteur de sa propre trajectoire et du monde qui nous entoure**... Se sentir capable d'aller vers les autres, et renouer avec l'estime de soi lorsqu'on l'a perdue. Or, cette reprise de pouvoir sur sa propre vie commence souvent par de petites actions collectives, qui naissent de l'échange avec les autres et qui vont donner à la fois du plaisir, de la confiance en soi et du sens à un quotidien trop souvent vécu comme accablant.
- Les habitants de tous âges, dans les milieux populaires, ont beaucoup d'idées quant à ce qui pourrait améliorer leur sort. Ils ont souvent **le désir d'agir par eux-mêmes**, et ils mettent d'ailleurs en œuvre de manière informelle des actions de solidarité à leur mesure, qui contribuent à la construction du lien social sur les territoires, autant qu'au développement personnel des adultes et des jeunes. Mais ils sont freinés dans leur élan par les difficultés financières, ou manquent du « *coup de pouce* » qui leur permettrait de concrétiser certains de leurs projets
- La Fondation peut apporter un soutien précieux à **ces initiatives en germe**, que ne fournissent pas forcément les pouvoirs publics — ces derniers privilégiant en général des projets associatifs bien structurés, répondant aux critères habituels des politiques d'insertion ou d'action sociale.

Rêves d'habitants s'est ainsi construit, au plus près de la philosophie de l'Abbé Pierre, sur la volonté de **tendre la main à tous ceux qui, dans les quartiers, se battent pour améliorer le quotidien et favoriser le vivre ensemble**. Soutenir les initiatives collectives qui émergent « *d'en bas* », en mettant à la disposition de groupes d'habitants, organisés ou non en association, les petits budgets qui, souvent, font défaut pour agir : tel est l'objectif.

➔ En 5 ans (2012-2017), **105 projets** ont ainsi été soutenus dans toute la France.

2015-2016. Renforcer l'implication des agences régionales de la Fondation

Pour mettre en œuvre ce programme, le secteur Promotion des habitants de la Fondation s'est d'abord appuyé, lors d'une **phase expérimentale**, sur le réseau de la **Confédération Syndicale des Familles (CSF)** ; une institution qui, à travers son organisation en unions départementales et sections locales, a l'avantage d'être implantée depuis longtemps sur un

grand nombre de quartiers populaires à travers tout le pays. **32 micro-projets** portés par des groupes d'habitants et orientés vers les solidarités de voisinage, l'engagement collectif et la mise en mouvement des personnes ont ainsi été financés, en 2012, 2013 et 2014, dans différentes villes et régions.

Suite à un premier bilan et à une réflexion interne à la Fondation, une nouvelle phase du programme a débuté en 2015. Celle-ci visait notamment à impliquer davantage les agences régionales de la Fondation¹, qui disposent chacune de réseaux actifs sur leur territoire d'intervention, aussi bien dans les mondes associatifs que chez les partenaires institutionnels concernés par les problématiques du mal logement et de l'exclusion. L'orientation restait la même : soutenir des initiatives émanant de groupes d'habitants formels ou informels, résidant dans des quartiers dit « *difficiles* » ou faisant partie de publics « *exclus* » ; initiatives « *pour lesquelles de petits moyens font défaut* »². Faire le pari que le « *coup de pouce* » ainsi accordé à des projets a priori modestes (en termes d'ambition, de nombre de personnes impliquées ou de territoire concerné), pouvait déclencher des dynamiques de diverses natures, ayant un impact à moyen terme sur des publics élargis. Parmi les effets recherchés, étaient notamment évoqués les aspects suivants :

- Encourager et favoriser la solidarité entre voisins,
- Accéder à de nouveaux savoirs ou savoir-faire,
- Renforcer la capacité d'organisation et d'expression des habitants,
- Permettre la concrétisation des volontés d'agir des habitants,
- Lever certaines représentations négatives sur un quartier ou sur ses habitants.

La mise à disposition de moyens aux agences dans le cadre de ce programme — avec la décentralisation d'une enveloppe budgétaire attribuée — devait leur permettre de gérer directement les demandes émanant de leur territoire d'intervention du terrain. Cette mesure a été mise en œuvre une première fois à Bordeaux en février 2017, puis élargie fin 2017 à d'autres agences (autrement dit après la conduite de notre enquête).

En deux ans (2015 et 2016), **35 micro-projets** ont ainsi été financés, dans **8 régions** (Bretagne, Nouvelle Aquitaine, Hauts de France, Ile de France, Provence Alpes Côte d'Azur, Pays de la Loire, Occitanie), via des aides accordées par le secteur Promotion des habitants de la Fondation à **9 structures associatives**. Le tout pour un montant de 69 431 euros, soit une moyenne de 1984 euros par projets (sachant qu'en fonction de l'avis exprimé par la commission de sélection interne à la Fondation, certaines demandes ont été satisfaites à 100 % du montant demandé, d'autres seulement partiellement).

Le programme s'est poursuivi depuis : à l'heure où nous écrivons, **38 nouveaux projets** ont obtenu un soutien financier au titre du programme.

¹ Au nombre de neuf sur le territoire national, dont une à l'île de La Réunion.

² Voir : Note interne à la Fondation, octobre 2014.

La Fondation Abbé Pierre a souhaité effectuer un retour sur les actions menées en 2015 et 2016, pour :

- identifier les conditions ayant permis la naissance et la réalisation de ces micro-projets, ainsi que leurs effets socio-politiques ;
- cerner les points de blocage ou freins éventuels rencontrés par les acteurs dans le montage des projets, comme dans la conduite des actions elles-mêmes ;
- capitaliser les enseignements de la démarche et avancer des pistes pour l'avenir.

Le présent rapport rend compte de cette mission. Nous l'avons construit en nous appuyant :

- sur des temps d'échange avec le secteur Promotion des habitants et sur l'analyse des documents fournis par la Fondation (fiches de demandes de contribution financière et de bilan remplies par les porteurs de projet) ;
- sur les témoignages recueillis lors des rencontres nationales « *Mal logés, acteurs de leur devenir* », organisées chaque année par le secteur Promotion des habitants ;
- sur les résultats d'une enquête de terrain que nous avons conduite courant 2017 auprès de deux associations choisies avec le secteur Promotion des habitants : ACLEFEU à Clichy-sous-Bois et l'ADDAP 13 à Marseille (Association départementale pour le développement des actions de prévention des Bouches-du-Rhône) ; associations qui avaient obtenu en 2015 ou 2016 des financements pour 15 micro-projets élaborés avec des groupes d'habitants de leur territoire d'implantation. Dans les deux cas, l'enquête a pris la forme d'entretiens de longue durée, sur le terrain, avec des responsables et des membres des associations concernées, ainsi que d'échanges avec des habitants dans le cas marseillais.

L'idée d'une journée de bilan collectif avec les responsables des agences régionales de la Fondation, des habitants et les structures associatives qui les avaient accompagnés n'ayant finalement pas été retenue, nous n'avons pu recueillir le point de vue que d'un seul directeur d'agence (en Provence-Alpes-Côte d'Azur).

1. Trois conditions d'émergence des initiatives d'habitants

Les documents mis à notre disposition et les entretiens menés sur le terrain permettent d'éclairer les conditions dans lesquelles des groupes d'habitants en situation difficile, jeunes ou moins jeunes, parviennent à dépasser les contraintes de leur quotidien ou leur accablement, pour se projeter dans des actions collectives. Chaque contexte local est évidemment particulier, mais on peut néanmoins distinguer trois clefs, sans lesquelles les projets qui ont obtenu l'attention de la Fondation n'auraient pas vu le jour. Les distinguer, décrire la manière dont elles ont agi ici et là, en souligner l'importance n'est pas superflu : on peut en effet considérer qu'il y a là autant de pistes pour renforcer ou clarifier la philosophie d'action que la Fondation souhaite développer avec ses partenaires, habitants des quartiers populaires et autres institutions intervenant sur l'exclusion et le mal logement.

La colère comme « sentiment démocratique »

L'un des moteurs à l'origine des micro-projets retenus ces dernières années dans le cadre du programme *Rêves d'habitants* est sans conteste **l'indignation** : un sentiment de révolte face à l'insupportable — qui a permis de transformer la douleur ou l'abattement éprouvé dans un premier temps, en ce que l'on pourrait appeler une « *colère productive* ». Celle-ci est souvent née chez une ou quelques personnes seulement, en réaction à une situation d'injustice ou de violence touchant leur famille, leurs proches ou leurs voisins. Et il faut le noter, ce sont **en majorité des femmes** qui se sont mobilisées dans ces conditions, dans différentes régions du pays.

C'est cette colère qui leur a donné la force de « *batailler* » ; de mobiliser d'autres personnes autour d'elles pour d'abord crier dans le désert ; et finalement, grâce à des réseaux d'entraide, à l'appui de figures militantes locales ou de structures socio-culturelles à l'écoute sur les quartiers, à l'écho donné à leurs voix par la presse locale ou des médias sociaux..., la capacité de s'organiser, jusqu'à permettre l'élaboration d'un projet d'action marquant le début d'une transformation.

Ainsi le raconte entre autres Yamina Aïssa Abdi, jeune mère de famille qui préside aujourd'hui l'association Izards Attitude — du nom du quartier où elle réside à Toulouse. Sans expérience militante, et sans propension particulière à l'action collective, elle s'est retrouvée « *au front* » suite à la mort sous ses yeux d'un gamin, victime d'une fusillade dans son immeuble, en octobre 2013.

« Les problèmes sont venus suite à la destruction d'une barre d'immeuble », se souvient-elle. « Après ça, on a eu une explosion de la délinquance et de la violence, avec une vingtaine de jeunes dealers sur le quartier. Avec deux autres femmes, nous avons parlé de ce problème aux institutions, dans les réunions de concertation sur le projet urbain. Mais personne ne nous entendait. Le Préfet nous invitait à mettre en avant les talents des femmes du quartier ! Mais moi, j'ai pas envie de ça ! Les femmes sont capables de penser, de faire beaucoup de choses, pas que la cuisine ! Pour nous, les problèmes de délinquance étaient l'urgence, nous avons peur pour nos enfants. (...) On était mal..., je pleurais tous les jours. On a touché le fond, vraiment... À l'école, ça se passait mal, on disait aux enfants qu'ils ne sont pas intelligents. Et nous, on se retrouvait au conseil de discipline, avec l'impression qu'on les avait mal éduqués. Toute la famille en prend un coup dans ce cas-là. (...) La rue est plus forte que nous. Nos jeunes décrochent, ils sont obligés de passer par la case délinquance. Il y a des éducateurs, mais ils restent au centre social, ils ne sortent pas dans la rue. Et le centre médico-psychologique en bas de notre immeuble est parti quand les problèmes ont empiré. Nous, on reste dans la merde, on ne peut pas partir, qu'est-ce qu'on peut faire ? Moi, j'ai arrêté de travailler pour m'occuper de mes enfants. Une maman est même partie voir la police pour leur dire que son fils tournait mal. Mais ils lui ont répondu qu'ils ne pouvaient pas l'aider. On ne vaut rien, nous, en tant qu'habitants... »

C'est dans ces conditions d'abandon que Yamina et deux autres mères de famille décident de créer leur association, avec l'ambition d'agir contre le décrochage scolaire, et plus largement contre la « *dérive* » des jeunes de leur quartier.



Les trois fondatrices d'Izards Attitude

Source : <https://www.ladepeche.fr>

Autre cas, même histoire de révolte, cette fois de la part d'habitantes de l'aire d'accueil des gens du voyage d'Hellemmes-Ronchin, dans la métropole lilloise (Hauts de France). Coincées entre une usine de béton et une de concassage et stockage de gravats, à proximité d'un champ régulièrement aspergé de pesticides, leurs familles sont soumises à de graves pollutions sanitaires depuis des années. Avec leurs hommes, elles s'inquiètent et se désespèrent, face aux promesses non tenues des entreprises et des autorités locales. Finalement, en 2013, quelques femmes décident de créer un collectif pour protester contre la dégradation de leur environnement et défendre leurs droits. Elles organisent une manifestation en décembre 2014 devant le siège de la MEL (Métropole de Lille) pour obtenir des prélèvements d'air et des rencontres avec les élus. La *Voix du Nord* s'en fait l'écho..., et même si cette première action reste sans résultat, c'est le début d'une dynamique qui va notamment donner naissance à un film documentaire destiné à faire connaître largement leur situation et appuyer leurs demandes auprès des pouvoirs publics.

À Marseille également, c'est la colère d'une mère de famille de la cité de La Castellane, dominée par les réseaux mafieux, qui a conduit à diverses actions visant à améliorer les abords de l'école primaire du quartier. Tassadit, que tout le monde surnomme Tida, a grandi dans la cité voisine et est venue habiter là à son mariage. Maman d'une petite fille scolarisée sur place, elle raconte sa révolte et les origines de la mobilisation qu'elle a impulsée :

« Ça fait 40 ans que la Castellane est abandonnée. On a été dans les oubliés, nous ! ».

De fait, le chemin de l'école, très pentu, qui traverse la cité, n'a jamais été aménagé. Et le trottoir qui permet de rejoindre l'établissement par la rue est envahi de broussailles ; les mamans ne peuvent plus y circuler avec les poussettes, la mairie et les bailleurs sociaux se renvoyant la balle quant à leurs responsabilités respectives en matière d'entretien des espaces extérieurs. Plus grave, une violence extrême règne depuis des années dans ce secteur des quartiers Nord, soumis aux affrontements entre réseaux parallèles et forces de police. La Castellane est plongée dans le noir tous les soirs ; un mur proche de l'école « sert de stand de tir » la nuit... Pendant un temps, « les enfants entrent même à l'école au milieu des policiers, qui ont pris place dans la cour ! » En 2015, au paroxysme des affrontements, l'école est incendiée, et c'est « grâce à ça, malheureusement, que les choses ont bougé », raconte Tida, qui, engagée comme parent d'élève, n'en pouvait plus d'attendre que les

pouvoirs publics se préoccupent du sort des habitants.

« Avec les tatas, les bénévoles, on a commencé de nettoyer... Et c'est à cette occasion qu'on a trouvé de l'amiante partout ! (...) J'ai bataillé pour me faire entendre ! La presse locale, le Sous-Préfet — qui nous a bien aidés : c'est grâce à lui que les choses ont bougé —, l'élue adjointe à l'éducation, qui ne se déplace jamais dans les quartiers Nord... Ça a été une bataille d'un an et demi pour faire rénover les classes. Les écoles voisines nous ont aidés, en nous donnant des chaises, des tables, des tableaux... Ils ont désamianté 4 classes, mais pas le reste. Et depuis, on n'a plus de livres dans la bibliothèque ; les enfants ne peuvent plus en emprunter... »

En juillet 2017, lors de notre enquête, alors que la situation « s'améliorait » — avec le démarrage de travaux d'aménagement des espaces extérieurs dans le cadre d'un projet ANRU — la saleté atteignait encore des sommets dans toute la cité, comme le racontent des jeunes rencontrés sur place :

« Il y a plein de rats, gros comme des chiens ! Et qui n'ont peur de rien..., à part des goélands ! »



Début des travaux dans le cadre de l'opération ANRU
Cité de La Castellane, Marseille, juillet 2017

Des hommes masqués et casqués de noir faisaient le guet à l'entrée de la cité, imposant en permanence leur présence dans l'espace public. Les familles vivent « repliées chez elles », et chacun tremble pour ses enfants.

« On affronte tous les jours, ici. Tous les jours c'est une bataille ! », poursuit Tida, que l'injustice révolte depuis toujours et qui a un jour eu l'idée « d'aller voir sur Google les écoles des quartiers Sud, comment c'était là-bas (...). Je cherchais quelle idée on pourrait avoir... Un truc simple, pour arranger tout ça. Et là, j'ai vu les mêmes escaliers que chez nous, mais avec des marches peintes de couleurs vives, comme à la Jamaïque. C'était beau, magnifique ! Je me suis dit : si ça se fait là-bas, pourquoi pas ici ? »

On peut penser que la colère est une émotion destructrice — et de fait, elle conduit parfois au pire. Mais, dans un Etat de droit, c'est aussi l'un des « *sentiments démocratiques* », nécessaires à l'action politique, comme le souligne le philosophe Michaël Fœssel³. « *Cela ne veut pas dire que la politique se réduit aux émotions, cela veut dire qu'il n'y a pas de politique là où il n'y a pas, d'une manière ou d'une autre, constat de l'injustice et du scandale.* » Il faut simplement prendre garde, poursuit le philosophe, « *à ce qu'elle ne soit pas confisquée par des groupes ou des partis* » et réfléchir à la manière de rendre cette colère « *productive* ».

« L'effet parrainage » ou le nécessaire soutien d'acteurs de l'éducation populaire ancrés dans les quartiers

L'analyse des actions soutenues dans le cadre du programme *Rêves d'habitants* en 2015 et 2016 met en évidence un second facteur essentiel à l'émergence des projets, qui a joué dans tous les cas : à savoir la présence sur le terrain d'associations ou de réseaux militants proches des populations démunies, et disposant déjà d'une certaine reconnaissance sur la scène locale ou nationale.

Il ne faut pas se leurrer en effet : laissés à eux-mêmes, les habitants des quartiers populaires, avec les faibles ressources dont ils disposent et les situations d'invisibilité ou d'illégitimité auxquelles ils ont été réduits, peuvent difficilement dépasser le niveau de la protestation. Comme le notent des membres de l'APU (Atelier populaire d'urbanisme du Vieux Lille), qui a accompagné les femmes d'Hellemmes-Ronchin dans leur mobilisation, « *au début, les habitants sont mécontents, mais leurs paroles ne sont ni entendues ni reconnues* ». Pour passer « *du bruit à la parole* »⁴ — autrement dit à un discours audible par les institutions en charge de faire régner l'équité et la justice — le rôle de **personnes-ressources capables de jouer les passeurs entre les mondes populaires et les lieux du pouvoir** semble incontournable. Ce sont ces acteurs qui, dans bien des cas, évitent que la révolte ne se transforme en violence ; parce qu'ils ont su l'entendre à temps, et l'aider à prendre une forme « *constructive* », comme dit Michaël Fœssel.

Tous les micro-projets qui ont été présentés à la Fondation pendant ces deux années ont bénéficié, à un moment ou un autre, du soutien de tels acteurs, qui ont pour caractéristiques communes de disposer :

- d'une implantation plus ou moins longue dans les quartiers populaires ;
- d'une histoire ou d'une réputation militante qui dépasse le niveau du quartier ;
- d'une expérience en matière de prise de parole publique ;
- et enfin de réseaux de contacts institutionnels ou politiques locaux ou nationaux, qu'ils peuvent activer en cas de besoin.

Sans compter que les 9 structures concernées ont un statut d'association : un fait qui rappelle le caractère crucial, pour la cohésion sociale dans notre pays, du mouvement

³ In : *La Chronique d'Amnesty internationale* n° 356-357, juillet-août 2016.

⁴ Selon l'expression du sociologue Michel Anselme, in : *Du bruit à la parole. La scène politique des cités*. Editions de l'Aube, 2000.

associatif.

Au cours des deux premières années d'expérimentation du programme, ce sont les bénévoles de la CSF, organisés en sections locales, qui avaient joué ce rôle d'aide à l'émergence de projets collectifs, sur les territoires où ils sont implantés.⁵ Cet « *effet parrainage* » apparaît à nouveau de manière flagrante en 2016 et 2017, la diversité des situations étudiées permettant cette fois de distinguer **deux cas de figure** principaux, selon le rôle joué par ces personnes-ressources (membres bénévoles d'associations ou professionnels du secteur socio-culturel) :

- soit que celles-ci, grâce à leur implantation dans les quartiers, au plus près des habitants, aient entendu et relayé des colères émergentes ;
- soit qu'elles aient elles-mêmes impulsé la naissance de projets, avec des habitants faisant partie de leur environnement immédiat, hors d'un contexte de révolte.

Du premier cas relèvent les projets nés dans les Bouches-du-Rhône (Marseille), en Haute Garonne (Toulouse) et dans le Nord (Hellemmes-Ronchin), soutenus respectivement par :

- **L'ADDAP des Bouches du Rhône** (Association départementale pour le développement des actions de prévention) ;

- **Taktikollectif**, « *association culturelle et concernée* », née en 1997 dans les quartiers Nord de Toulouse et issue du mouvement ayant par ailleurs donné naissance au groupe de musique Zebda ;

- **L'Atelier Populaire d'Urbanisme du Vieux Lille et de la Métropole lilloise**.

Du second relèvent les micro-projets ayant émergé en Ile et Vilaine, en Gironde, en Seine Saint-Denis, dans le Pas-de-Calais et dans l'Hérault, avec le soutien de :

- **ACLEFEU**, Association Collectif Liberté Egalité Fraternité Ensemble Unis, implantée à Clichy-sous-Bois, née à la suite des révoltes sociales de 2005 déclenchées par la disparition tragique, dans cette commune, de Zyed Benna, 17 ans et Bouna Traoré, 15 ans ;

- **L'Espace social et culturel du Haut Floirac**, association implantée depuis 1986 dans un quartier populaire de cette commune de 17 000 habitants située sur la rive droite de l'agglomération bordelaise ;

- **L'association Montpellier Méditerranée Futsal**, club de futsal né en 1998 dans le quartier populaire du Petit Bard ; sacré Champion de France de division 2 en 2015-2016, le club a créé en 2013 une « *académie d'excellence* » qui s'applique à former les meilleurs jeunes de la région, tout en les encadrant grâce à du soutien scolaire et des activités culturelles ;

⁵ Cf. à ce sujet le bilan 2015 du programme *Rêves d'habitants*, qui soulignait déjà le besoin « *d'accompagnement* » des projets naissants.

- **L'association Ch'faid**, créée en 2005 à l'initiative d'un groupe d'habitants du quartier de la Fosse n°5 de Libercourt, ville de 8500 habitants de l'ex-Bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, située au cœur de l'aire métropolitaine lilloise ;

- et enfin la **Confédération Syndicale des Familles d'Ile et Vilaine**.

Autant d'associations ou de structures socio-culturelles qui se sont « institutionnalisées » au fil du temps, sans pour autant perdre leur ancrage local, leurs capacités d'écoute et de création de liens sur le terrain, ainsi que les valeurs politiques au nom desquelles elles agissent. Ces valeurs, bon nombre de responsables ou d'animateurs de ces associations les expriment sous le terme générique « **d'éducation populaire** ». Il faut le noter, car ce référentiel que l'on a pu penser usé, ayant fait son temps, structure encore manifestement l'action de tous ceux (bénévoles et professionnels) qui ont contribué ces dernières années à l'émergence des projets auxquels la Fondation a accordé son soutien financier. Il y a là plus qu'un hasard : une convergence culturelle entre des acteurs qui partagent avec la Fondation une même conception des rapports sociaux et des conditions de leur évolution.

L'ADDAP 13 , par exemple, revendique clairement l'héritage qu'elle fait vivre en la matière. Si l'association a pu contribuer à l'émergence de projets émanant des habitants des cités de La Castellane, La Bricarde, Saint-André et La Viste, dans les quartiers Nord de Marseille, c'est bien parce qu'elle marie depuis plus de 50 ans des compétences en éducation populaire et éducation spécialisée, et qu'elle dispose à ce titre d'une forte reconnaissance institutionnelle locale. Parce qu'en s'appuyant sur les principes du « *aller vers* », du « *faire avec* » et du « *agir pour* », comme le rappelle son directeur, elle est en mesure d'assurer encore une présence dans des cités où le service public n'est quasiment plus rendu. Et parce qu'enfin ses responsables et leurs équipes connaissent le territoire marseillais sur le bout des doigts et entretiennent des liens avec tous les acteurs du secteur socio-culturel des Bouches du Rhône (dont le responsable de l'agence locale de la Fondation Abbé Pierre).

À l'autre bout du pays, Ch'faid se présente également comme « *association d'éducation populaire* », ayant pour vocation « *d'investiguer, préserver, sauvegarder et valoriser l'histoire (...) des différentes communautés présentes sur le territoire du Bassin Minier, (...) dans une perspective patrimoniale et une démarche de développement local, au principe de la participation des habitants.* »

L'Atelier Populaire d'Urbanisme du Vieux Lille et de la Métropole lilloise est lui aussi héritier de ce mouvement qui prétend « *tirer les gens vers l'engagement collectif* », pour les aider à devenir acteurs de leur devenir. Née en 1979 d'une lutte urbaine menée par des habitants contre les tentatives d'expulsion de promoteurs immobiliers, l'association œuvre depuis à « *la promotion de la solidarité entre les habitants du quartier, la promotion du droit à l'habitat et à la ville, et la prise de responsabilité en matière d'habitat et de cadre de vie* ». Elle agit sur la citoyenneté, la défense et l'organisation des locataires « *pour leur maintien dans un habitat digne et adapté* », « *l'interpellation des instances concernées et notamment des élus* ». Grâce à son ancrage historique et à ses permanences d'accueil collectif, assurées chaque semaine au siège de l'APU ou à la Maison des associations par des bénévoles, l'association est en contact avec nombre de familles de la métropole lilloise rencontrant des problèmes de logement. C'est ainsi qu'elle a pu établir le contact avec les femmes vivant sur

l'aire d'accueil d'Hellemmes-Ronchin et les aider à s'organiser, tout en portant pour elles, dans le cadre du programme *Rêves d'habitants*, le projet de réalisation d'un film documentaire destiné à décrire leur situation et interpeller les pouvoirs publics sur le danger de leurs conditions de vie.

ACLEFEU, qui agit depuis des années sur le territoire de Clichy-sous-Bois/Montfermeil, n'est pas non plus très éloignée de cette culture. Elle en renouvelle l'héritage au quotidien à travers maintes actions de mobilisation contre la violence sociale et économique faite aux habitants des quartiers populaires. Membre de la Coordination Nationale Pas Sans Nous, l'association veut « rendre les habitants des quartiers acteurs et auteurs de leur vie » et a toujours veillé à ne pas se couper de sa base. Elle maintient une présence de proximité très active, tout en ayant réussi à se faire entendre beaucoup plus largement et à obtenir des appuis nationaux. Et avec le temps, elle voit le fruit de son travail auprès des jeunes générations, comme l'explique Mohamed Mechmache, membre fondateur de l'association :

« Des jeunes Clichois qui ont réussi dans leurs études sont revenus donner de leur temps, en s'investissant contre le décrochage scolaire des plus jeunes. Aujourd'hui, ils font partie du Conseil d'administration. Pour eux, l'association a été un lieu d'éducation populaire. On n'en fait pas un fonds de commerce..., mais on le vit au quotidien. Certains de ces jeunes, qui étaient bénévoles, qui sont passés par nos ateliers et nos cafés-débats, sont même devenus élus, voire maire-adjoint de la ville ! La citoyenneté, dont on nous a éloignés, ou qu'on ne nous a pas réellement transmise — nos parents n'avaient pas cette culture-là, ils n'avaient pas le droit de vote... —, eux se l'approprient. »

Quant aux animateurs du club Montpellier Méditerranée Futsal, ils s'appuient depuis longtemps sur le sport pour mener des actions socio-éducatives auprès des familles des quartiers populaires et de leurs enfants — auxquels les bénévoles s'attachent à transmettre les valeurs de respect autant que le goût de l'étude et l'ambition de réussite sociale.



Soutien scolaire, au Montpellier Méditerranée Futsal

Source : <http://www.clique.tv/montpellier-mediterranee-futsal-beau-jeu-de-solidarite/>

C'est grâce à l'intermédiaire de ces acteurs associatifs, présents au quotidien sur les quartiers et entretenant des liens plus ou moins anciens avec la Fondation Abbé Pierre ou avec ses agences régionales, que des financements ont pu être demandés au titre du programme *Rêves d'habitants*, pour la réalisation de voyages, de sorties culturelles, la découverte de pratiques sportives... ; l'achat de matériel de vidéo, de jardinage, de bricolage... ; la rénovation d'une cuisine collective (Libercourt) ; la réalisation de reportages photos par des jeunes gens du voyage (à St Brieuc) ; ou encore d'actions artistiques collaboratives destinées à embellir le quartier (à Floirac, Marseille...).

Un élément administratif a certes joué, dans la mobilisation de ces associations « marraines » qui ont aidé des groupes d'habitants à élaborer leurs projets : les financements de la Fondation devaient transiter par une structure juridique existante — ce dont disposent rarement les habitants les plus démunis, même lorsqu'ils sont parvenus à s'organiser en collectifs. On sait en effet combien, lorsque les ressources les plus élémentaires manquent dans la vie quotidienne, il est difficile de dépasser le niveau informel de l'agir ensemble, et combien ce passage constitue justement un enjeu de l'émancipation et de l'autonomisation des individus et des groupes concernés. Or, faire parvenir des fonds à de tels collectifs informels demeure une impossibilité en France, que ce soit pour la Fondation Abbé Pierre comme pour d'autres institutions, publiques ou privées.

Mais il faut le souligner ici : l'appui des associations qui ont joué ce rôle de courroie de transmission entre les groupes d'habitants concernés et la Fondation ne s'est pas limité à cet engagement administratif, loin de là. Il s'est aussi matérialisé à travers des temps d'écoute, de transmission de savoirs et de contacts indispensables à l'action — grâce auxquels les groupes d'habitants concernés ont pu donner forme à leurs rêves.

Ainsi à Toulouse, entre la révolte originelle des mères des Izards, leur organisation en association, puis l'interpellation publique des élus locaux autour de l'avenir de la jeunesse de leur quartier, tout un cheminement a eu lieu, accompagné par des membres de Tactikollectif, qui racontent ainsi leur engagement : « *Nous, à Tactikollectif, on s'est créé il y a 20 ans dans ce même quartier. On est passés par diverses expériences, locales, nationales, culturelles, citoyennes, politiques : Zebda, Les Motivés... Pour arriver au bilan qu'il faut revenir sur le terrain et faire avec les gens. On est partis du quartier, on y revient... En fait, on n'a jamais lâché, et du coup, le lien s'est fait naturellement [avec les mères de famille des Izards].* » Les militants chevronnés de Tactikollectif, qui cherchent avant tout à « *apporter des réponses pragmatiques aux habitants qui se prennent en charge* », ont donc entendu la détresse de ces femmes qui criaient dans le vide — comme le raconte l'un d'entre eux, Tayeb Cherfi : « *Les institutions dans ce quartier soutiennent 2 ou 3 associations, Izards attitude étant la seule constituée vraiment d'habitants. Elles doivent donc se bagarrer contre l'institution et contre des associations affiliées pour se faire entendre.* »

Encouragées à l'autonomie et accompagnées dans leurs démarches, notamment pour la création de leur association, les mères des Izards ont pu rencontrer des femmes d'autres quartiers populaires, dont l'expérience était susceptible de les inspirer :

« *Quand on les a connues, c'était la cuisine, les gâteaux...* », se souvient Tayeb Cherfi.
« *On n'a pas essayé d'influer sur leurs décisions. On leur a présenté Louisa Meddour,*

habitante, militante et travailleuse sociale au Blanc-Mesnil. Et ça a transformé leur envie d'agir. »

On mesure là l'importance de « **l'effet réseau** » entre acteurs des quartiers populaires à l'échelle nationale — que la Fondation encourage à travers ses rencontres annuelles. De même en ce qui concerne les **actions de mobilité**, de mise en mouvement des personnes qui souffrent de leur confinement sur des territoires enclavés ou peu desservis par les services publics. Pouvoir sortir de son quartier et échanger avec d'autres, mesurer que l'on n'est pas seul à se battre, donne une force décisive aux collectifs d'habitants : on ne le dira jamais assez...

Avec l'aide de Tactikollectif, dont la Fondation soutenait déjà l'action au plus près des habitants des quartiers, une seconde rencontre a ensuite été organisée entre les femmes des Izards et des habitants du quartier du Petit Bard à Montpellier, eux-mêmes en lutte contre la sectorisation scolaire dont sont victimes leurs enfants. Le lien s'est ensuite établi directement entre ces mères de familles et le Secteur Promotion des habitants de la Fondation, qui a très vite perçu à la fois la gravité de leur situation et l'importance de leur mobilisation. À une demande d'aide déposée le 20 juin 2016, réponse a été donnée trois jours après (décision immédiate du comité de sélection), pour un micro-projet devant leur permettre de venir en région parisienne. Elles sont ainsi parties trois jours, « *en laissant les enfants et les maris* ». Accueillies par Malika Chafi, du Secteur Promotion des habitants, elles ont « *beaucoup parlé* » autour d'un thé à la grande mosquée, avant de visiter d'autres hauts-lieux culturels de la capitale, accompagnées par des membres de Tactikollectif : « *On connaît des gens au Musée de l'immigration et à l'Institut du Monde Arabe* », explique Tayeb Cherfi. « *Cela nous a permis d'organiser des visites guidées avec elles.* ». Autant de moments « *extrêmement importants* » dans la vie de ces femmes, qui leur ont peu à peu permis de sortir de leur isolement et de faire « *des rencontres déterminantes* ».

Au-delà d'un simple voyage, le micro-projet a fonctionné ici comme « *occasion de dire, de s'exprimer et d'être entendu* », de « *sortir de la solitude* », de « *formaliser ses idées* » pour l'avenir ; de « *donner de la force* », autrement dit, loin du contexte de la cité où dominent les modèles identificatoires liés aux trafics de drogue, et où l'angoisse pour leurs enfants ne les lâche pas. Ainsi s'amorçait une dynamique qui a contribué à la reconnaissance de l'association Izards Attitude par la Ville et les partenaires locaux concernés. Une dynamique rendue possible par **l'alliance entre les trois forces qu'ont été la mobilisation des habitantes ; le soutien apporté par Tactikollectif ; et l'effet « levier » qu'a constitué l'engagement de la Fondation** auprès du collectif des mères.

On pourrait multiplier les exemples de cette sorte, soulignant l'importance des acteurs associatifs qui maintiennent vivant les principes de l'éducation populaire, en allant au-devant des générations et des communautés qui forment aujourd'hui le peuple des quartiers. Par leur présence sur le terrain, leur écoute, le partage de leurs expériences, les contacts qu'ils peuvent fournir ou activer, leurs membres (salariés pu bénévoles selon les cas), permettent aux habitants non organisés de formuler leurs besoins ou leurs appels au secours, de prendre conscience de leurs capacités et de structurer des projets d'abord modestes, qui prennent parfois prennent de l'ampleur au fil des ans, pour peu qu'ils soient soutenus suffisamment longtemps.

On rejoint là les conclusions d'autres études réalisées pour le secteur Promotion des habitants de la Fondation Abbé Pierre, qui ont tenté de cerner le « métier » de ces acteurs associatifs intervenant au service de groupes d'habitants démunis. Le rapport « *Outils des collectifs habitants* », réalisé par FRV100 en 2015, distinguait ainsi trois points clés de leur action :

- Donner confiance aux habitants les plus fragiles, afin de les convaincre de leur légitimité à participer aux décisions qui les concernent ;
- Transmettre un volant de compétences courantes (rédaction de courriers, organisation de réunions, accès à l'information et au langage institutionnel, etc.) dont la mauvaise maîtrise limite le pouvoir d'action des plus faibles ;
- Donner accès à des compétences techniques pointues pour documenter leurs oppositions à un projet et crédibiliser leurs contre-propositions.

De même, l'enquête menée par Sonia Fayman (ACT Consultants) à la même période auprès de trois de ces associations « marraines » éclairait le « véritable apport en termes de cohésion et de développement social », de ces structures, tout en déplorant « le manque de réflexion et d'appui de la part des pouvoirs publics, quant à leur stabilisation ». Au moment où ces associations sont gravement menacées dans leur fonctionnement et leur action par la baisse des subventions publiques (et en particulier par la suppression en 2017 du dispositif des emplois aidés, grâce auquel nombre d'entre elles avaient jusqu'ici réussi à conserver quelques emplois salariés, aux côtés de leurs bénévoles), on mesure l'importance du soutien que leur accorde une institution comme la Fondation Abbé Pierre. Maintenir en vie ces structures qui pallient aux faiblesses du service public sur les quartiers populaires, les aider à aller encore davantage au-devant des habitants les plus démunis et à s'organiser elles-mêmes en réseau agissant, est en effet l'une des conditions pour parvenir à toucher les populations les plus fragiles.

De l'importance des temps de parole informels

Il faut également souligner un autre facteur décisif de l'émergence des micro-projets qui ont été soutenus sur les différents territoires cités : tous ou presque sont nés de temps d'échange collectifs, au cours desquels la circulation de la parole a permis de passer de l'indignation ou de la plainte initiale à des propositions d'action.

Sur certains territoires, ces temps de parole ont été initiés ou encouragés par les agences régionales de la Fondation Abbé Pierre. Cela a par exemple été le cas en Ile et Vilaine, où l'agence s'est donné les moyens d'un plan d'action spécifique « *promotion des habitants* ». Sous l'impulsion du directeur d'agence et d'un bénévole qui se consacre particulièrement à ce programme, des temps d'échanges ont été organisés avec des associations de la région, un bailleur social, un Foyer de Jeunes Travailleurs, des acteurs de l'éducation populaire... Cinq projets sont nés en 2016 de cette dynamique, elle-même nourrie des discussions entretenues régulièrement par chacun de ces acteurs avec des habitants des secteurs où ils sont implantés.

Ailleurs, ce sont les associations « marraines » déjà en contact avec le secteur Promotion des habitants de la Fondation qui ont joué ce rôle de ferment de parole. C'est ainsi par exemple qu'ont pris forme les 10 micro-projets présentés par l'association ACLEFEU en 2016 au titre

du programme *Rêves d'habitants*. Comme l'expliquent les responsables de l'association, tout a commencé par le projet *Oxygène*. Lancé en 2009 par l'association et reconduit chaque année depuis, avec le soutien de divers partenaires, celui-ci vise entre autres choses à « *oxygéner une réalité sociale triste et déprimante par l'organisation de cafés-débats (espace libre et ouvert de parole), d'ateliers et de séjours dits de rupture* ». Alors que nombre de familles en difficulté sont adressées à l'association par des institutions (services communaux, CAF, centres sociaux...) qui connaissent ses actions en matière d'aide à la parentalité, de lutte contre le décrochage scolaire, d'encouragement à la citoyenneté, d'accompagnement à l'insertion et à l'accès aux droits, ACLEFEU propose aux personnes concernées un contrat par lequel elles s'engagent à participer à **des groupes de parole**, à des sorties pédagogiques et à un séjour estival loin du quartier ; séjour au cours duquel « *une multitude d'activités de pleine nature et d'ateliers pédagogiques leurs permettront de renforcer les liens familiaux très souvent négligés par le quotidien.* » Une approche globale et progressive, autrement dit (loin de la simple aide classique au départ en vacances), qui consiste à accompagner ces familles dans « *leur cheminement vers l'autonomie* ».

« Les personnes viennent une première fois, par curiosité, par exemple dans le groupe 'cuisine'..., et souvent elles restent. Et de là, différents sujets sont abordés : 'Qu'est-ce qu'on peut faire ensemble ? Qu'est-ce qui vous intéresse ?' »

À travers ce dispositif, ACLEFEU, a touché depuis 2009 en moyenne 22 familles par an vivant à Clichy-sous-Bois, Montfermeil, Gagny ou Livry-Gargan. Près d'un millier de personnes sont ainsi venues participer aux ateliers et aux cafés-débats, entre 2009 et 2017. Et c'est au cours de ces groupes de parole, animés par des salariés et des bénévoles de l'association, qu'ont pris forme les différents projets pour lesquels une demande de financement a été faite à la Fondation Abbé Pierre. Le projet appelé « *Pêche évasion* », par exemple, est né de la découverte de la pêche par des familles parties avec l'association dans le cadre d'un séjour *Oxygène* :

« Jean-Louis, coordonnateur chez nous du projet 'citoyenneté', et qui est passionné de pêche, avait proposé à un groupe mixte de passer une matinée de pêche en mer. En rentrant, l'idée a germé d'aller plus loin. Des rencontres ont eu lieu. Un groupe de pères s'est constitué, avec l'idée d'aller pêcher régulièrement par ici, en Ile de France. C'est une activité peu onéreuse, qui peut permettre de créer un espace de rencontres et d'échanges entre les papas. Avec l'objectif qu'à terme, chacun emmène tout seul sa famille pour un moment de loisir. On peut penser que ce n'est pas une priorité..., mais si ces familles sont intéressées par des loisirs différents de ce dont elles ont l'habitude, c'est positif ! Ce n'est pas inaccessible. Rien n'est infaisable ! »

Accompagné d'un salarié d'ACLEFEU, le groupe des huit pères intéressés a établi un budget sur la base d'une sortie mensuelle pour une douzaine de participants. Les participants ont découvert qu'il fallait un permis de pêche ; ont évalué le coût du matériel (épouillettes, cannes à pêche, seaux...) ; prévu un mini-bus pour aller pêcher dans la Marne proche... Ils ont donné forme à leur rêve, qui a fait partie des projets financés par la Fondation Abbé Pierre en 2016. Autre exemple : le projet « *d'atelier bricolage solidaire* », présenté cette même année par ACLEFEU au secteur Promotion des habitants de la Fondation. Il est né du groupe « *Marche* », qui réunit tous les lundis des femmes des environs :

« En marchant, les femmes discutent beaucoup. Et on s'est aperçu que certaines, seules avec des enfants, ou âgées, avaient envie de rafraîchir leur intérieur, mais n'en avaient pas les moyens. D'autres ont des maris bricoleurs, auxquels il reste parfois du matériel... On a alors décidé d'organiser un troc de matériel et de savoir-faire. »

Une quinzaine de mamans ont alors participé à une formation au bricolage organisée par l'association avec la régie de quartier. Elles ont appris la pose de papiers peints, la peinture, la petite plomberie... La coordinatrice familles d'ACLEFEU, Zoulikha Jerroudi, a été sollicitée afin de les aider à se mettre en contact avec d'autres femmes susceptibles d'être intéressées. Et une demande a été faite à la Fondation Abbé Pierre pour l'achat du matériel manquant (perceuse-visseuse, perforateur, escabeau, rouleaux, peintures...). Mais surtout, cette activité a été l'occasion de poursuivre les échanges entre les participantes, grâce à l'action au long cours menée par l'association. A ainsi pu être abordée la question de la place des pères, dans ces familles très souvent frappées par le chômage :

« Pendant deux ans, ce sont des femmes qui ont été moteurs : on n'avait que des mamans », explique Zoulikha Jerroudi. « Mais au fil des échanges dans le cadre d'Oxygène, on a travaillé pour que des pères viennent, même de familles divorcées. On a discuté : 'Pourquoi les pères ne viennent pas participer ?' Parfois, c'est parce que les femmes ne les veulent pas ! Elles deviennent de plus en plus autonomes, et le père s'efface peu à peu. En parlant, elles se sont rendu compte qu'il y avait des pères, et qu'elles ne leur donnaient pas l'occasion d'aller chercher les enfants à l'école, de consulter le bulletin scolaire, etc. Le père perd ainsi de son autorité, et sa place au sein de la famille... »

Les responsables de l'association soulignent l'importance, pour permettre l'émergence de projets répondant véritablement aux soucis des familles et contribuant au renforcement de l'autonomie des personnes, de ces **temps de parole informels**, qui sont selon eux rendus possibles par l'articulation de trois modes d'intervention complémentaires : des ateliers thématiques sur des problématiques quotidiennes très concrètes (cuisine, soutien scolaire, bricolage, jardinage...); des activités dites « transversales » (comme le projet *Oxygène*, les cafés-débats...), où la parole circule librement tout au long de l'année et qui fonctionnent comme « courroie de transmission » entre différents groupes, de femmes, d'hommes, de jeunes et moins jeunes...; et l'appui de bénévoles ou salariés compétents (éducateurs spécialisés, animateurs sociaux...) qui, en pratiquant le « aller vers », facilitent l'expression des personnes et la formalisation de projets collectifs.

Même genre d'approche à Toulouse, où l'association Izards Attitude mise elle aussi sur l'écoute et les temps de parole collectifs pour faire naître le désir d'agir et la capacité d'organisation de familles jusqu'alors abandonnées à elles-mêmes. Avec l'objectif de soutenir les parents dans leurs responsabilités et de « favoriser les échanges entre les générations et les différentes cultures pour améliorer le cadre de vie », l'association a mis en place des **permanences régulières** dans un local en pied d'immeuble, au cours desquelles parents et jeunes peuvent venir exprimer leurs soucis et leurs attentes:

« On a commencé par organiser de l'accueil », raconte Yamina Aïssa Abdi, Présidente de l'association. « Pour recréer du lien. On pensait que des jeunes passeraient boire un café... Avec la proximité, on arrive à faire passer des choses. On a aussi participé aux

animations de quartier. Et les habitants ont commencé à vraiment s'investir. Au début, on était une poignée, aujourd'hui, il y a une quarantaine de mamans. »

Dans la foulée, l'association a créé un « *groupe de parole* » pour parents et adolescents (avec un financement CAF), pour permettre aux participantes de renforcer leurs capacités d'expression en public.

« Moi, je suis inscrite aux parents d'élèves », témoigne Yamina. « Je l'ai fait pour mes enfants. Mais j'allais aux réunions le coeur serré, j'en avais mal au ventre, je sortais en pleurs... Parce qu'en tant que parent, on ne sait pas s'exprimer... »

Fort de ses résultats, l'association cherche aujourd'hui à organiser « *des lieux d'échanges prof/parents, dans les écoles ou ailleurs, pour favoriser le lien.* »

À Hellemmes-Ronchin aussi, le petit noyau initial des femmes mobilisées contre la dégradation de l'environnement de leur aire d'accueil pour gens du voyage ont organisé, en parallèle à leur manifestation de rue, « *des temps conviviaux* » sur les différentes aires d'accueil de la métropole lilloise, dans le but de « *lancer une dynamique d'essaimage et de favoriser les rencontres avec d'autres collectifs* ».

À Marseille, dans le quartier de La Castellane, c'est également la parole sans cesse reprise, tissée, mise en écho public, de quelques habitantes soutenues par des éducateurs et animateurs de l'ADDAP 13, qui a permis de mobiliser des parents sur la revalorisation de l'école primaire située au cœur du quartier. « *Les parents, quand ils ne sont pas au courant, ils ne s'investissent pas, mais si on leur dit...* », explique Tassadit, à l'origine de cette mobilisation collective :

« En tant que parent d'élève, je demande la salle de réunion de l'école, je demande à la secrétaire de mettre un papier dans les cahiers d'école. Et pas mal de parents sont venus. On a une trentaine de mamans qui sont bien actives : on a discuté... »

De là est né le projet « *Plus belle l'école* », qui proposait notamment de décorer le mur d'enceinte de l'établissement et l'escalier d'accès. La directrice étant convaincue, « *j'en ai parlé à Omar* », raconte Tassadit. Educateur spécialisé salarié de l'ADDAP 13, Omar vient tous les jours, avec sa collègue Cathy, s'occuper des jeunes de ce quartier, tenter de les arracher à l'ennui, à l'échec scolaire et aux réseaux de trafiquants. Leur présence régulière, en plus de celle du centre social, pallie le sentiment d'abandon des habitants. Le lien ainsi établi avec l'ADDAP, elle-même en contact avec le responsable de l'agence régionale de la Fondation Abbé Pierre à Marseille, a ensuite permis de solliciter un financement dans le cadre du programme *Rêves d'habitants*.

On voit à travers ces quelques exemples comment, pour peu que soient organisés ces **temps et espaces de parole informels** au plus près des habitants des quartiers en difficulté, des spirales d'action positive peuvent s'amorcer, impliquant les personnes concernées dans la résolution de leurs problèmes. On mesure aussi à quel point **ces dynamiques de parole sont différentes de celles qui prévalent dans les dispositifs institutionnalisés de concertation** proposés par les pouvoirs publics à l'occasion de projets urbains, ou au sein des instances telles que conseils de quartiers ou d'arrondissements. Alors qu'élus et techniciens se

plaignent si souvent de la faible mobilisation suscitée par ces offres d'expression formatées – inaccessibles, dans les faits, à tous ceux qui n'ont pas l'habitude de s'exprimer en public —, on a ici affaire à des démarches ascendantes, qui épousent les particularités de chaque territoire ou groupe de population concerné ; qui partent d'un problème grave ou urgent ; prennent au mot l'inquiétude ou les propositions exprimées par quelques-uns (et bien souvent quelques-unes...) ; et qui se donnent le temps d'organiser patiemment la circulation de la parole collective autour des questions soulevées, afin de susciter finalement la mobilisation ou l'interpellation publique.

2. Quels projets ?

Au-delà de ces conditions d'émergence, il est intéressant de se pencher, dans le cadre de ce bilan, sur les thématiques des projets qui ont été financés en 2015 et 2016 dans le cadre du programme *Rêves d'habitants*. À l'analyse, elles apparaissent plus diversifiées que lors des deux premières années du programme. Cela n'est sans doute pas sans lien, d'une part avec l'implication des agences régionales de la Fondation, et d'autre part avec la montée en puissance du programme et la diversification des acteurs associatifs et des structures socio-culturelles qui en ont désormais connaissance : chacun de ces acteurs est en effet attentif, de par son histoire ou ses engagements, à des problématiques différentes.

On peut ainsi distinguer **5 thématiques** autour desquelles les projets des groupes d'habitants se sont organisés :

- la découverte de l'ailleurs,
- la prise en charge de la jeunesse,
- l'accès à la parole dans l'espace public,
- l'embellissement du quartier,
- l'organisation d'activités conviviales ou d'entraide, visant à renforcer les liens sociaux, la mixité de genre ou intergénérationnelle.

Autant de sujets qui, en lien avec les problèmes de logement et d'accès au travail, font écho aux principaux besoins ou sujets d'inquiétude des populations démunies avec lesquelles la Fondation Abbé Pierre et ses partenaires sont en contact. Le secteur Promotion des habitants et les agences régionales de la Fondation ne s'y sont pas trompés, en voyant à travers ces micro-projets le moyen d'agir sur le mal logement pris au sens large — autrement dit, sur les conséquences de la mise à l'écart d'une partie de nos concitoyens dans des zones d'habitat mal entretenues ou désertées par leurs propriétaires et par les services publics. À travers de telles actions, il s'agit bien en effet toujours de la même chose, de ce qui fait le sens de l'action menée depuis si longtemps par la Fondation : donner à des personnes qui tentent, à partir du lieu qu'elles habitent, d'échapper au sort qui leur est fait, la possibilité d'agir sur leur environnement quotidien, d'interpeller les institutions concernées sur l'abandon de leur quartier ou sur les conséquences de la ségrégation résidentielle et scolaire.

**Répartition des micro-projets financés en 2015 et 2016 par le secteur Promotion des habitants,
dans le cadre du programme Rêves d'habitants,
selon leurs thématiques et les structures qui les ont portés administrativement.**

	Partir à la découverte de l'ailleurs	Prendre en charge la jeunesse	Embellir le quartier	Jardiner, cuisiner, bricoler, faire la fête ensemble...	Accéder à la parole dans l'espace public
CSF Ile et Vilaine (35)	1,2,3,6,7, 8			4,5, 10	8,9, 11
CSF Dervallières (44)	1				
ADDAP (13)		1, 2, 4, 5	3, 4	3, 4, 5	1
Espace social et culturel du Haut Floirac (33)		1,2, 3, 4	2, 3, 4	1,2, 3, 4	
Izards Attitude (31)		1			1
APU du Vieux Lille (59)					1
Ch'Faid (62)				1	
Montpellier Méditerranée Futsal (34)	1	1			
ACLEFEU (93)	2, 6, 7, 8, 9, 10	3, 5, 9, 10		1, 4, 5	9
Nbre de projets par thématique	23	14	5	14	15

Clef de lecture : en 2015/2016, l'ADDAP 13 a obtenu des financements pour 5 micro-projets, dont 4 relevaient de la thématique « jeunesse », 2 concernaient l'embellissement du quartier, 3 des activités conviviales ou d'entraide et 1 l'accès à la parole des habitants dans l'espace public (certains micro-projets relevant de plusieurs de ces thématiques à la fois, ils figurent avec le même numéro dans plusieurs colonnes).

Partir à la découverte de l'ailleurs

Du premier thème relèvent notamment les projets accompagnés par la Confédération Syndicale des familles, dans les divers quartiers où ses sections locales sont implantées. En lien avec ses objectifs visant la résolution des problèmes de logement de ses adhérents, via leur implication collective dans des projets de réhabilitation ou de démolition/reconstruction de cités HLM, la CSF mène un travail de fond en matière d'éducation populaire, qui passe entre autres par la remise en confiance des familles et l'accès à la culture pour tous, à travers des « séjours découvertes ». Comme lors des deux premières années du programme *Rêves d'habitants*, les militants de différentes sections locales (notamment en Ile et Vilaine et à Nantes) ont ainsi emmené plusieurs dizaines de familles défavorisées découvrir Paris, Saumur, les châteaux de la Loire, des maisons troglodytes, telle île bretonne... ; ou encore « *la vie à la ferme* », l'entretien d'un potager, la pratique de l'équitation, etc. Autant d'occasions pour les participants d'accéder à des ressources culturelles qui leur font défaut, de favoriser la transmission de savoirs entre parents et enfants... et, au retour, l'implication des uns et des autres dans la vie collective. La CSF d'Ile et Vilaine a par exemple organisé un séjour à Paris dans le cadre d'un atelier radiophonique, avec des locataires de logements gérés par le CCAS de Brest en situation de demandeurs d'emploi ou bénéficiaires du RSA ; l'idée étant que les participants partagent ensuite leur découverte de la capitale avec d'autres habitants, à travers un « carnet de voyage » radiophonique.

ACLEFEU aussi mise depuis longtemps sur la **mobilité spatiale comme vecteur de désenclavement culturel** des habitants des quartiers qu'elle cherche à promouvoir. Elle a ainsi organisé en 2016 plusieurs déplacements collectifs pour emmener jeunes et adultes à la découverte des institutions européennes (Parlement, Commission) et de « *joyaux culturels appartenant au patrimoine de la République française* » (châteaux de la Loire, Musée du Louvre, Versailles, Panthéon, Institut du Monde Arabe, Musée de l'Homme, Musée national de l'histoire de l'immigration). Suite aux tragiques attentats de 2015 en France, elle a également sollicité la Fondation Abbé Pierre pour contribuer à des rencontres entre habitants de Clichy-sous-Bois et de Molenbeek, à Bruxelles.



Source : <http://www.aclefeu.org/>

De même, l'association Montpellier Méditerranée Futsal a sollicité la Fondation pour un projet intitulé « *Vacances ensemble* », répondant à la demande de nombreuses familles des quartiers populaires sur lesquels elle rayonne (Petit Bard, Pergola, Cévennes) ; des familles « *qui ne peuvent partir en vacances et dont les enfants connaissent de grandes difficultés scolaires* ». L'idée était dans ce cas de combiner différentes sorties estivales (au Jardin des Plantes de Montpellier, au lac de Salagou, au Pic Saint-Loup, dans un parc aquatique...) avec des actions de soutien scolaire ou de remise à niveau pour des enfants primo-arrivants, ainsi qu'avec la découverte de plusieurs disciplines sportives. Les attendus de ces 10 à 15 jours de vacances étant de trois sortes : que « *les enfants fassent leur rentrée scolaire avec un niveau normal et plus sûrs d'eux* » ; que « *les enfants et parents non francophones s'intègrent à la vie du quartier et associative* », et que « *la mixité s'accroisse, grâce à la participation des familles (hommes, femmes, enfants)* ».

On peut également noter qu'à Marseille — où les projets présentés par l'ADDAP 13 ne relevaient pas de cette thématique de la mobilité, mais plutôt d'actions visant à embellir les quartiers ou à améliorer le vivre ensemble — les éducateurs rencontrés insistent sur l'importance de cette question :

« Parfois il y aurait besoin de partir à l'extérieur, pour être moins coincés dans le quartier, pouvoir s'imaginer ailleurs. »

« La question de la mobilité, c'est une grosse problématique. Les jeunes des quartiers Nord ne bougent pas. Pour aller au centre ville, il y a une seule ligne de bus ; il faut 40 à 60 minutes..., même s'il va plus vite qu'il y a trois ans. Et les jeunes ne sont pas à l'aise dans le centre-ville. On essaye de faire régulièrement des sorties hors

quartier, hors Marseille, mais c'est insuffisant. »

Quant aux jeunes qui ont participé aux actions de nettoyage et de plantations dans le cadre d'un micro-projet financé par la Fondation en 2016, ils confirment :

« C'est mieux de sortir du quartier. Faire des nouvelles connaissances... Ne plus habiter ici. La vie est trop dure. »

« Mais on n'a qu'un bus. Le soir, ça s'arrête à 21 h. On a la plage, mais il faut prendre deux bus, puis marcher à pied. »

Et ils rêvent tous d'une prochaine « sortie », avec Omar, l'éducateur, qui précise : *« On a réussi à avoir un petit budget pour partir un jour ou deux. On cherche un camping ensemble... C'est une manière d'encourager leur investissement dans le quartier. »*

À la question « Où aimeriez vous partir ? », les réponses fusent :

« Partout en dehors de là ! »

« J'aimerais aller en Camargue. Parce qu'on y est déjà allés l'an dernier et que je m'étais bien amusé. J'étais animateur, avec des petits du collège. »

« Tout ce qui se passe, je prends tout ! Mais pas pour une nuit seulement, au moins deux ! Là, on est en vacances, et on ne fait rien... »

« La vraie demande, c'est de sortir du quartier », confirme Cathy, éducatrice à l'ADDAP 13, présente sur plusieurs cités des quartiers Nord. « On est obligés de la prendre en compte. Mais c'est un problème de budget. On a des demandes de séjours extérieurs énormes, de la part des familles, pour leurs enfants : 'Il n'y a pas de place au centre social, est-ce que vous pouvez les prendre ? Juste une semaine, pour sortir du quartier...' Récemment on a fait un séjour avec des 13/15 ans, avec un financement Ville Vie Vacances. Mais on n'a pu financer un séjour que pour 7 jeunes sur toute La Castellane. Sur un été entier ! On essaye de privilégier des jeunes en rupture scolaire ou qui ne s'en sortent pas à l'école, ceux dont les parents nous sollicitent. Pour avoir l'accroche avec eux l'année d'après, concernant la scolarité : en prévention de ce qui pourrait se passer s'ils décrochent.»

Prendre en charge la jeunesse

Bien souvent articulé avec le levier « découverte de l'ailleurs », l'objectif de prise en charge de la jeunesse a été très présent dans la trentaine de micro-projets soutenus en 2015 et 2016 . On a vu plus haut, avec le projet « Vacances ensemble » du Montpellier Méditerranée Futsal ou avec l'exemple d'Izards Attitude à Toulouse, combien ce souci de ne pas abandonner les enfants et les adolescents à leur sort, dans des quartiers livrés aux réseaux de trafiquants, était au cœur de la mobilisation des adultes. Cela a été flagrant à Marseille également, où l'attention portée à la jeunesse a été au cœur des échanges entre habitants et éducateurs de l'ADDAP. Outre les exemples déjà cités à La Castellane, un soutien a par exemple été demandé pour un groupe de « papas qui veulent initier les plus jeunes à la musique traditionnelle » à La Bricarde ; pour « des jeunes qui vont fabriquer des jeux en bois,

supports d'animation dans le quartier » à La Viste ; ou encore, pour la « création d'un blog et de vidéos par des jeunes en errance et en grande précarité », dans le cadre d'un chantier éducatif rémunéré.

Autre exemple de ces projets qui veulent donner leur chance à des jeunes en difficultés économiques, familiales ou scolaires : celui de l'association Itinérance, soutenue par la CSF d'Ile et Vilaine, qui demandait 600 euros pour couvrir les frais d'encadrement et de réalisation d'un film par un groupe de jeunes voyageurs de 12 à 17 ans séjournant sur les aires d'accueil de l'agglomération de Saint Brieuc. Ayant déjà produit ensemble un CD, ces jeunes souhaitaient réaliser un documentaire « *pour parler de la vie quotidienne des voyageurs* » et « *modifier les représentations négatives* » dont ceux-ci font l'objet de la part des sédentaires. Ailleurs, toujours en Ile et Vilaine, c'est le Foyer de Jeunes Travailleurs Saint Joseph de Prévile qui proposait un projet intitulé « *Wesh ma gueule* », élaboré avec des jeunes accueillis dans cette résidence et ayant connu des parcours difficiles — sources chez certains de « *peur du regard de l'autre ou d'un jugement sur soi méprisant* ». À travers des ateliers collectifs, la réalisation de photos-portraits et une exposition sur les murs de la résidence, il s'agissait de « *travailler sur cette image bafouée, faciliter les interactions avec les autres, vers le travail et la réinsertion sociale.* »

De son côté, ACLEFEU, n'oublie pas les conditions de sa naissance, en 2005 : la jeunesse des quartiers reste au centre de ses préoccupations, que ce soit à travers des actions destinées à soutenir les parents dans leur rôle ou à l'occasion de projets impliquant les jeunes eux-mêmes (projet « *d'éducation civique Passeport citoyen* » et ateliers d'éducation à l'image « *Lettres filmées avec le Brésil* »).

On peut aussi mentionner le projet « *Donner et recevoir, juste en bas de chez moi et en toute liberté* », présenté à la Fondation par l'Espace social et culturel du Haut Floirac, en Gironde. Fruit de la réflexion collective d'habitants du quartier Dravemont, dans le cadre d'un groupe « *Entraide et Solidarité* » initié par cette association et par l'Espace Familles de la CAF (avec le soutien de l'agence régionale de la Fondation Abbé Pierre et des bailleurs sociaux présents sur le territoire), l'idée faisait suite à un diagnostic mené en 2011 sur ce quartier. 20 % des jeunes de Floirac vivent en effet à Dravemont, dont la population est constituée d'une grande part de familles mono-parentales (44 %) ou en situation de précarité. Et le quartier connaît de nombreux problèmes de logement et de cadre de vie : bâti dégradé, mauvaise isolation thermique et phonique des logements, présence de cafards et de punaises de lit, incivilités, liens intergénérationnels compliqués... Dans l'attente d'un projet de renouvellement urbain, l'idée était ici de « *mobiliser des jeunes pour la confection, l'installation et la décoration d'une give box* » (boîte d'échanges en pied d'immeubles) — en lien avec d'autres actions visant à renforcer l'entraide et la solidarité entre locataires.

Faire entendre sa voix dans l'espace public

Armer les habitants, jeunes et moins jeunes, pour les encourager à prendre la parole dans l'espace public : c'est la troisième thématique forte qui transparaît de l'ensemble des projets ayant émergé pendant ces deux années des différentes dynamiques animées sur le terrain par les associations ou structures partenaires de la Fondation. Souvent en lien avec d'autres registres d'action (par exemple la lutte contre l'échec scolaire, ou l'amélioration des relations intergénérationnelles, l'embellissement du quartier...), l'objectif est dans ce cas de

donner les moyens aux habitants de telle ou telle cité d'interpeller à la fois d'autres groupes de la population, les élus et les institutions dont dépendent la résolution de leurs problèmes. Plus généralement, la prise de parole publique est vue comme un moyen d'agir sur les représentations négatives qui ont cours dans la société vis-à-vis des personnes mal logées ou en situation de précarité.

Cela passe à la fois par des actions contribuant à la **remise en confiance** des personnes, au **renforcement de l'estime de soi** de celles et ceux qui ont trop souffert de leur exclusion ; par des initiatives favorisant **l'organisation collective** (en vue d'acquiescer de la légitimité sur la scène publique) ; et par **la maîtrise de divers médias** grâce auxquels la parole des plus démunis pourra être portée aux yeux et aux oreilles de tous (fabrication ou recours à des journaux, radios ou TV citoyennes, réalisation et/ou diffusion de films, vidéos, blogs, chansons, expositions photographiques...).

Outre les exemples déjà cités ci-dessus, on peut mentionner dans cette catégorie de projets la demande du collectif de femmes soutenu par l'Atelier Populaire d'urbanisme du Vieux Lille et de la Métropole Lilloise, concernant l'achat de matériel pour le montage et la diffusion d'un film documentaire sur la situation sanitaire catastrophique de l'aire d'accueil des gens du voyage d'Hellemmes-Ronchin. L'idée de réaliser un film correspondait à leur volonté de « *dénoncer, montrer et améliorer* » leurs conditions de vie — le documentaire envisagé devant également être un support pour aller à la rencontre des résidents d'autres aires d'accueil, convaincre d'autres personnes de se joindre à la mobilisation... et contribuer ainsi à ce que le collectif de femmes « *devienne autonome et se constitue par la suite en association* », pour pouvoir davantage peser sur la scène politique locale.

Dans le même esprit, la réflexion collective menée par les habitants du quartier Dravemont avec l'Espace social et culturel du Haut Floirac, prévoyait d'accompagner les actions d'embellissement du quartier engagées par les habitants eux-mêmes, par leur promotion sur divers supports destinés à en propager l'écho sur la scène locale : diffusion de tracts, d'une lettre d'information, vernissage des œuvres réalisées, utilisation du relais médiatique de O2 radio (outil de communication de l'agence régionale de la Fondation Abbé Pierre).

Il ne suffit pas de faire, autrement dit, il faut aussi **faire savoir** : les groupes concernés l'ont compris et cherchent, pour parvenir à transformer la réalité vécue sur le terrain, à se faire entendre à la fois de l'opinion publique et des lieux du pouvoir. Autrement dit, ce que la Fondation Abbé Pierre pratique depuis toujours à l'échelle nationale — cette fonction d'interpellation publique sur la situation des plus démunis de notre société —, des groupes d'habitants le mettent désormais en œuvre localement, à leur échelle, avec l'aide obtenue dans le cadre du programme *Rêves d'habitants*. Ainsi se voit reconnu le caractère crucial de cette **double dimension interpellative (nationale et locale)**, pour l'amélioration des conditions de vie des personnes mal logées ou en situation d'exclusion : c'est l'un des enseignements importants de ce bilan.

Embellir le quartier

Plus attendues, de la part d'une Fondation qui œuvre contre le mal logement, on relève parmi les projets financés en 2015 et 2016 des actions collectives visant à « *l'embellissement du quartier* ». Deux remarques à ce sujet :

- d'abord, le fait que ces mobilisations répondent à la fréquente dégradation des espaces communs ou publics des cités d'habitat social : au-delà des problèmes rencontrés par chaque ménage dans son logement, elles mettent l'accent sur **l'importance des espaces extérieurs pour la qualité de la vie quotidienne**, pour l'éducation des enfants, le sentiment de sécurité, les liens de voisinage, les relations entre sexes et générations... ;

- ensuite, le fait que ces projets disent le **besoin de beauté**, de la part de personnes qui sont trop souvent condamnées à vivre dans un environnement bétonné, sale ou abîmé.

Deux dimensions insuffisamment prises en compte dans nombre d'opérations de réhabilitation, ou sur lesquelles les pouvoirs publics ne parviennent pas à agir : soit parce que ces espaces communs sont régulièrement dégradés par une partie des habitants eux-mêmes, soit parce qu'ils sont tombés sous l'emprise de réseaux de dealers qui en interdisent l'accès ou en restreignent l'usage. Sans la mobilisation de ceux qui vivent sur place, et le soutien apporté à cette mobilisation par des institutions reconnues comme agissant pour le bien commun, il est quasiment impossible de restaurer la qualité de ces espaces publics, pourtant indispensable au bien habiter ensemble.

C'est tout l'intérêt des dynamiques dont relèvent les projets retenus : elles émanent de groupes d'habitants, minoritaires à l'origine, mais qui sont confortés dans leur action par le « coup de pouce » apporté par la Fondation ; la renommée de celle-ci permettant souvent de faire levier pour déclencher ou encourager un partenariat plus large, impliquant les services des villes ou des bailleurs de logements. C'est cette logique qui a notamment abouti à l'émergence des projets accompagnés par l'Espace social et culturel du Haut Floirac sur les résidences du quartier Dravemont. Mobilisés pour imaginer collectivement des projets permettant de répondre aux constats de dégradation de leur quartier, des habitants ont décidé de réaliser eux-mêmes plusieurs actions « *d'embellissement* » des espaces communs, associant parents et enfants : une opération « *nettoyage collectif de printemps* » des parties communes (pieds d'immeubles, parking, square) ; une opération de jardinage et bricolage, impliquant des jeunes accompagnés par une association, pour installer des bacs à fleurs et des « *micro-jardins aromatiques* » qui seront ensuite entretenus par des habitants-relais ; et la réalisation de diverses œuvres plastiques dans 6 halls d'entrée (fresques réalisées par des enfants avec le centre social et l'aide d'artistes, œuvres sur « *le quartier rêvé* », expositions de photos d'intérieur d'appartements, affiches sur le vivre ensemble...). Autant d'actions auxquelles le bailleur concerné s'est associé, en faisant appel à un graphiste pour réaliser des peintures sur des murs pignons, à l'entrée des caves et dans un passage public traversant l'une des résidences.

À Marseille, c'est l'ADDAP 13, dont les éducateurs assurent une présence quasi-quotidienne auprès des jeunes et des familles de plusieurs cités des quartiers Nord, qui a fait remonter auprès de l'Agence régionale de la Fondation des projets du même ordre, favorisant la reprise en main des espaces publics par les habitants. À Saint-André, des bénévoles ont ainsi proposé de fabriquer des bancs et de les installer sur une place de la cité ; tandis qu'à La Castellane, les parents d'élèves entraînés par Tida se sont attelés au nettoyage et à l'embellissement des murs extérieurs et des abords de l'école du quartier.

« Pour les mamans », explique Cathy, éducatrice, « c'était super important que l'école ressemble à une école. Avant, ça faisait déchetterie. Ils brûlaient des poubelles, c'était plein de tags... Comment les gamins peuvent-ils investir l'école dans ces conditions ? »

Dans la même cité, c'est grâce aux discussions quotidiennes qu'entretiennent les éducateurs de l'ADDAP 13 avec des jeunes présents dans l'espace public et les commerçants du quartier, qu'est né le projet d'embellir le « mail » qui abrite les commerces et qui constitue l'un des principaux lieux de vie de la cité. L'idée est venue des commerçants, qui ont sollicité l'accompagnement des éducateurs..., qui en ont parlé avec le groupe de jeunes qu'ils accompagnent :

« C'était très sale, le cantonnier ne voulait plus nettoyer, parce que tout le monde jette ses détritiques par terre ou par la fenêtre », raconte l'un d'entre eux.

« On a parlé de la propreté... On habite ici, pourquoi salir ? »

« Ce serait bien qu'on plante des fleurs. Pour que ce soit joli : on vit ici... »

Accompagnés par l'atelier d'insertion de l'ADDAP, un groupe de garçons et de filles ont donc défriché le parterre à l'abandon devant les commerces, construit des bacs en palettes récupérées, apporté du terreau et réalisé des plantations :

« Ça nous occupe. Plutôt que de rien faire... », témoigne l'un des jeunes engagés dans cette action. « On nettoie le quartier. C'est être utile. Donner un service, au moins... »

Jardiner, cuisiner, bricoler, faire la fête ensemble... pour renforcer les liens sociaux

Enfin, une autre série de micro-projets présentés en 2015 et 2016 dans le cadre du programme *Rêves d'habitants* relève d'actions visant à développer la convivialité, les liens entre femmes et hommes, générations et cultures..., dans des quartiers où l'accumulation des difficultés sociales ou économiques des familles rend parfois la cohabitation difficile. L'idée est alors de **pratiquer ensemble une activité concrète et suscitant du plaisir** pour, à travers ce partage de gestes, d'apprentissages et d'émotions, aider chacun à surmonter ses a priori ou ses craintes et favoriser la naissance de dynamiques collectives.

Cela a été le cas en Seine-Saint-Denis, où ACLEFEU a soutenu des groupes d'habitants désireux de se former au « *bricolage solidaire* », de créer un jardin partagé, ou encore d'organiser un événement sportif et culturel (« *Festifoot* »), « *pour créer un lieu de rencontre le temps d'une journée autour d'activités artistiques et sportives et permettre aux jeunes de Clichy-sous-Bois de rencontrer des jeunes venus d'autres régions* ».



Repas partagé à Clichy-sous Bois. Source : <http://www.aclefeu.org/>

À Rennes, dans le quartier de Maurepas, où le trafic de drogue tend à s'installer dans certains halls d'immeuble, des habitants adhérents de la CSF ont imaginé pour leur part un « *jeu convivial culinaire* », en proposant à tous les locataires de préparer un repas à partager ensemble ; une occasion d'échanger des recettes de différentes origines et de mieux se connaître entre voisins — première étape d'éventuelles autres actions collectives. Toujours en Ile et Vilaine, à Plourin-lès-Morlaix, le programme *Rêves d'habitants* a rejoint celui d'un bailleur social (Aiguillon) intitulé « *Lâchez vos envies* », pour cofinancer « *un repas de quartier et concert* ». À Saint-Brieuc, des résidents du Foyer de Jeunes Travailleurs Le Marronnier, des habitants du quartier et des adhérents d'un restaurant associatif ont décidé, avec le soutien de la section locale de la CSF et de l'association Vert le Jardin, d'aménager un jardin partagé de 600 m² et d'en faire « *un lieu de détente et de mixité sociale* ». Le secteur Promotion des habitants de la Fondation Abbé Pierre a été sollicité pour prendre en charge les frais de matériel de jardinage, de plantation, ainsi que l'organisation d'animations diverses, dans ce lieu conçu à la fois comme jardin floral, potager et compost partagé, espace de détente et de restauration en extérieur, « *où pourraient être organisés avec les habitants divers temps forts dans l'année : fête de la musique, fête des voisins, animations de plein air, troc de plantes, sensibilisation aux gestes écologiques du quotidien...* »



Dans le jardin partagé du FJT Le Marronnier, Saint-Brieuc, septembre 2017.

Source : <http://www.letelegramme.fr/cotes-darmor/saint-brieuc/>

À Libercourt, dans le Pas-de-Calais, c'est aussi autour de la cuisine qu'est né le projet « *La marmite à idées* », à l'initiative d'un groupe de femmes vivant dans le quartier de la Fosse n°5 et pratiquant collectivement cet art depuis quelques années. L'aide de la Fondation a été demandée par l'association Ch'faid, qui les soutient, pour aider ces femmes à mieux s'équiper en matériel de cuisine, avec trois objectifs :

- la mise en place régulière de repas conviviaux, gratuitement ou à bas prix, occasions de « *rassembler les habitants, notamment les plus âgés, et de maintenir le lien social dans un quartier où les difficultés socio-économiques le fragilisent* » ;
- la relance d'ateliers de cuisine, qui permettent aux femmes du quartier, jeunes et moins jeunes, de se réunir régulièrement et de s'apprendre mutuellement des recettes de cuisine ;
- la vente de prestations culinaires par ces femmes à des collectivités ou à des particuliers ; sachant qu'avec l'argent récolté, le groupe part en voyage, souvent à l'étranger, « *sans enfants et sans mari* », ce qui leur permet de « *se reposer, se retrouver, se détendre et penser à l'organisation du futurs projets.* »

3. Quels effets ?

On le voit, les idées ne manquent pas, lorsque du temps et de l'attention ont été consacrés pour les faire surgir, individuellement et collectivement. Mais au-delà de toutes ces belles intentions, qu'en a-t-il été réellement ? Comment rendre compte des effets des actions engagées — dont bon nombre s'inscrivent sur le long terme et touchent à des problèmes difficilement quantifiables ? (sentiment de relégation, manque d'autonomie des personnes, relations de voisinage dégradées, etc.) L'exercice est difficile..., et il ne peut guère reposer que sur le recueil de témoignages, tant il est vrai que la question sociale se laisse difficilement mettre en boîte et en chiffres.

Ce n'est évidemment pas en termes comptables que l'on peut rendre compte des avancées provoquées par ces micro-projets — aussi divers que les terrains sur lesquels ils s'inscrivent, et dont les financements modestes n'avaient souvent pas d'autre prétention que de servir de « *déclat* » ou de « *levier* » pour enclencher des dynamiques appelées à être confortées par d'autres partenaires que la Fondation. Les fiches « *projet/bilan* » fournies par le secteur Promotion des habitants aux associations bénéficiaires, pour les aider à rendre compte des effets des actions engagées, ne constituent pas non plus une source riche d'enseignements : elles n'ont été remplies que de manière inégale, et souvent très succinctement — eu égard à la richesse des témoignages que nous avons par ailleurs pu recueillir sur le terrain. Ce n'est pas étonnant, et cela fait même écho à l'un des principes forts que s'est donné le programme *Rêves d'habitants* : **alléger autant que possible les démarches administratives des porteurs de projet**. Ceci dans un double objectif : ne pas tomber dans les travers de certains dispositifs publics qui, en exigeant des écrits et comptes rendus divers, finissent par décourager les initiatives d'habitants ; et pouvoir toucher des collectifs et des associations qui, tout en développant de réelles capacités d'action sur le terrain, disposent rarement du temps et des ressources nécessaires pour formaliser par écrit leurs idées et leurs analyses. On pourrait imaginer améliorer la conception des fiches projets (en distinguant mieux, en particulier, les objectifs visés des objectifs atteints...), mais il ne faut pas se faire d'illusion sur les résultats écrits à en attendre : ils resteront limités.

Reste donc deux sources d'importance d'analyse, qui contribuent à enrichir aussi bien la Fondation que les porteurs de projets eux-mêmes, quant aux effets des dynamiques enclenchées ou confortées par ce programme :

- d'une part les **rencontres nationales annuelles** organisées par le secteur Promotion des habitants,
- et d'autre part **l'enquête sensible, de type ethnographique**, qui permet d'aller au-devant des acteurs, sur le terrain.

Dans les deux cas — et on ne saurait trop insister sur ce point — l'intérêt est d'offrir à tous (habitants, acteurs de l'éducation populaire qui les soutiennent, membres de la Fondation Abbé Pierre et partenaires divers) **un temps de réflexivité sur la pratique**, voire de **partage d'expériences**, qui va bien au-delà d'une démarche d'évaluation classique. C'est sur la base de ces temps de réflexion partagés que nous avons distingué les points suivants, pour décrire l'impact des actions engagées.

Des individus et des collectifs revalorisés, confortés dans leurs savoirs et leurs capacités d'action

L'un des effets importants du soutien apporté au travers du programme, depuis sa création (et ce bilan des actions conduites en 2015 et 2016 le confirme) est sans conteste **la confiance** acquise dans leurs propres forces, par les groupes d'habitants concernés. Des hommes, des femmes, des jeunes, ont osé formuler un rêve, se lancer dans sa concrétisation, prendre la parole publiquement, affronter des situations inédites... Ce faisant, ils sont devenus davantage acteurs de leur vie, voire capables de transmettre un savoir, des compétences à d'autres. Un effet « *revalorisation de soi* » dont les conséquences à long terme sont inestimables, dans tous les sens du mot : non mesurables, et infiniment précieuses pour chaque personne concernée.

« Grâce aux [premiers] micro-projets, on s'est déplacées au Blanc-Mesnil, aux Francs-Moisins, et à Paris », se souvient ainsi la présidente d'Izards Attitude. « Un groupe de dix mamans. Il en y a qui n'étaient jamais entrées dans un musée, la plupart, en fait... Nous avons été très bien accueillies. Ça remotive, ça fait du bien ! »

Cela est souligné également par les membres de l'Atelier Populaire d'Urbanisme du Vieux Lille, qui ont accompagné les femmes d'Hellemmes-Ronchin : l'aide de la Fondation Abbé Pierre au montage et à la diffusion du film documentaire qu'elles ont co-réalisé a permis la montée en puissance de leur mouvement. Le film a en effet servi de support à divers débats (notamment lors de la rencontre « *Insurrection Gitane* », à Paris en 2016), et la circulation de la parole autour de celui-ci a permis au groupe de femmes de gagner en légitimité, au niveau local et national.

On peut évoquer aussi la dynamique vécue par le groupe des « *bricoleurs solidaires* » de Clichy-sous-Bois/Montfermeil : à l'origine, huit pères de famille qui ont été accompagnés par le coordinateur citoyenneté d'ACLEFEU dans leur volonté de « *se constituer en réseau capable d'agir au service d'autres familles* ». Des temps de formation délivrés par une association locale et la régie de quartier à raison de deux demi-journées par mois leur ont

permis « *de consolider leurs compétences et leurs savoirs* », d'acquérir eux-mêmes « *les bases d'une animation d'atelier* »..., et ainsi de « *renforcer leur confiance et leur estime de soi* ». Au point qu'ils ont pu ensuite « *intervenir, à raison d'une demi-journée par semaine, dans 14 appartements nécessitant des travaux de rafraîchissement, et favoriser ainsi le rajeunissement d'un mobilier très souvent abîmé.* » À cette occasion, les papas bricoleurs « *ont à leur tour transmis des notions de bricolage et d'entretien aux familles précaires, ce qui leur a permis également de créer du lien social* » et d'inviter ces familles à participer aux différentes activités portées par ACLEFEU⁶. Ainsi conforté, le cercle initial des bricoleurs solidaires est appelé à s'élargir, du fait de « *la participation, notamment, de certains pères de familles qui ont bénéficié de leur aide* ». Et comme dans le même temps, un groupe de femmes (essentiellement des mères isolées) avaient souhaité elles aussi se lancer dans une formation au bricolage pour pouvoir faire face aux travaux de première nécessité dans leurs logements et s'entraider en la matière, les deux initiatives sont appelées à se rejoindre : « *des mamans ont en effet émis, dans un souci de mixité et de mutualisation, le souhait de fusionner les deux groupes* ». Un grand pas en avant, qui n'est sans doute pas étranger à la revalorisation des rôles respectifs des hommes et des femmes expérimentée à travers cette activité.

« Ça redonne confiance », confirme Zoulikha Jerroudi, la coordinatrice familles de l'association. « Des gens ont retrouvé du boulot. Basma a passé son permis de conduire, une autre s'est réinscrite en formation... »

« Dès qu'on leur démontre qu'ils ont une partie de la solution dans les mains, ils agissent, ils se manifestent, ils veulent eux-mêmes aider, donner de leur temps... Une chaîne de solidarité se met en place. »

« Quand les gens ont repris confiance, c'est inimaginable ce qu'ils peuvent faire ! »

À Montpellier, suite aux séjours d'été combinant sorties gratuites en famille, actions de soutien scolaire et découverte de disciplines sportives, l'association Futsal note pour sa part que « *les enfants ayant bénéficié de la remise à niveau ont fait leur rentrée dans de très bonnes conditions scolaires.* ». À Marseille, les jeunes en errance qui avaient souhaité créer un blog pour évoquer leur situation et faire partager leurs espoirs ont vu leurs créations vidéo diffusées au sein de toutes les structures associatives qui s'étaient alliées autour de ce projet⁷, ainsi que dans des structures d'hébergement (FJT, CHRS) et durant divers événements publics, comme le précise l'ADDAP 13 :

« Les jeunes sont venus présenter quelques-unes de leurs productions dans le festival vidéo des initiatives jeunes Opération Quartier Populaire, qui s'est déroulé au Théâtre de l'œuvre à Marseille. Cela a favorisé le développement des potentiels et l'acquisition de compétences, permis de créer du lien, d'échanger avec leurs pairs et avec les représentants des institutions liées au logement. »

Outil collectif d'interpellation, le blog en question a aussi fonctionné comme moyen

⁶ Extraits de la fiche « bilan des micro-projets » fournie par ACLEFEU en juin 2017 au secteur Promotion des habitants de la Fondation Abbé Pierre.

⁷ L'ADDAP 13, l'ANEF Provence (Pôle RéPI, équipe du Service d'Accueil et d'Accompagnement Sans Hébergement), l'ARS, Le Refuge.

d'expression individuel (permettant aux uns et aux autres de donner leur avis « *avec leurs propres mots* »). Sa réalisation et sa diffusion ont été l'occasion d'un renforcement des connaissances des participants, et ont permis aux éducateurs d'enclencher ou de poursuivre un travail d'accompagnement des jeunes dans la construction de leurs projets professionnels et personnels.

Toujours à Marseille, dans la cité de La Viste, où 16 jeunes de 17 à 19 ans (garçons et filles) ont fabriqué des jeux en bois géants, au cours de 32 heures d'atelier animées par un professionnel dans les locaux du centre social, l'ADDAP indique que « *le projet a renforcé l'image des jeunes au sein du quartier, ainsi que leur engagement pour eux-mêmes et pour les autres* ». Ces jeux, qui étaient accompagnés de « *notices de fabrication et tutoriels* » mis au point par les jeunes eux-mêmes (devant permettre à tous de pouvoir les fabriquer dans d'autres quartiers), ont été utilisés durant des événements festifs organisés localement. Du coup, les jeunes créateurs « *se sont investis d'une autre façon dans des réunions de préparation de manifestations locales (tournois de foot, par exemple). Ils sont devenus acteurs mobilisateurs : le centre social n'est plus le seul !* » Certains d'entre eux se sont d'ailleurs inscrits dans une dynamique d'animation, via la préparation d'un BAFA ou l'engagement dans un service civique. Et plusieurs « *ont su mobiliser leurs proches sur des demandes d'accompagnement individuel* » par les éducateurs.

À La Castellane, ce sont plus de 200 enfants et une vingtaine de parents qui ont participé à la réalisation de la fresque sur le mur extérieur de l'école primaire, dans le cadre de leur projet « *Plus belle l'école !* ». Cela s'est fait au cours de 15 ateliers de 60 heures, avec l'implication de professeurs et de médiateurs.



Ecole primaire, Cité de La Castellane, Marseille, juillet 2017

« *C'était après les attentats contre Charlie et ceux de novembre 2015. On voulait rappeler que l'école est le lieu du savoir* », explique Tassadit, rencontrée avec sa fille devant l'établissement, au cœur du quartier. « *Les pas, c'était pour montrer le chemin de l'école.* »

« *Chacun a peint son pas. On avait acheté des tongs pour servir de modèles...* »

« *Tout le monde s'est appliqué. Et maintenant, les petits sont fiers : 'Savez vous que c'est nous qui avons fait la fresque ?'* »

Dans le même temps, une dizaine de collégiens de la Segpa du collège voisin, « *qui apprennent le bâtiment* », ont réalisé, avec l'aide d'un graphiste, d'enseignants et de la coordinatrice REP du secteur, une autre fresque haute en couleurs, qui proclame sur un mur de l'école les principes de la devise républicaine.



Ecole primaire, Cité de La Castellane, Marseille, juillet 2017

« *C'est de l'art ! Moi, j'appelle ça de l'art. Avant c'était tout gris...* », constate une mère de famille.

« *On l'a fait en 2016, et ce n'est pas du tout abîmé. Quand c'est beau, bien fait, ils n'y touchent pas.* »

Accompagnés par les éducateurs de l'ADDAP 13, dix jeunes bénévoles (tous en décrochage scolaire), ont également nettoyé et débroussaillé les abords. « *Ils ont taillé les arbustes sur le chemin de l'école, dans le cadre d'un chantier d'insertion, en lien avec le bailleur social* », raconte Omar, l'éducateur de l'ADDAP qui suit les jeunes en difficulté de La Castellane. Et Tassadit, la maman qui s'est mobilisée depuis le début pour réhabiliter l'école, de préciser :

« *Des jeunes en galère, qui pensaient qu'ils ne travailleraient jamais de leur vie. Et même des habitants plus âgés... On les voit sur un chantier, qui redonnent un coup de propre à la cité, ça fait plaisir. Ça leur a donné du dynamisme. Si on ne leur donne pas ces occasions, c'est malheureux, c'est la rue qui les prend...* »

Dans ce cas, le financement *Rêves d'habitants* s'est adjoint à d'autres, mobilisés notamment dans le cadre de la Politique de la Ville. En partant « de ce que les habitants avaient envie de faire » (en l'occurrence l'idée de fresque), une dynamique plus large a pu s'enclencher. « Les parents et les enfants de La Castellane respectent ce mur. Ils sont devenus fiers du chemin leur permettant de se rendre à l'école. La relation parents/professeurs a été renforcée, les parents s'investissent plus dans la vie de cette école », note l'association dans le bilan de l'action. Les collégiens en classe Segpa, en difficulté scolaire, ont également « pu retisser un lien avec l'Education nationale, à travers leur implication sur l'école primaire », note l'ADDAP, les éducateurs continuant d'accompagner ces jeunes « sur un parcours d'insertion professionnelle ou de maintien dans la scolarité ».

Des relations intergénérationnelles, de genres et de voisinage améliorées

À La Castellane comme dans d'autres quartiers concernés par le programme, les actions conduites ont été l'occasion de réunir parents, enfants et jeunes adultes. Et souvent, elles se sont conclues par des fêtes de quartier qui ont permis de rapprocher des familles que les difficultés de la vie tendent à diviser. L'amélioration des relations parents/enfants ou adultes/jeunes figure ainsi parmi les effets positifs soulignés dans nombre de cas. Le sujet faisait certes partie des attendus d'un certain nombre de projets, mais sachant à la fois combien le problème est aigu dans nombre de cités, et par ailleurs difficile à traiter (« Avant, la famille était très importante, aujourd'hui, c'est complètement éclaté ; faire les repas ensemble, par exemple, ça n'existe plus... », souligne-t-on à Clichy-sous-Bois), cet acquis mérite d'être souligné.

Cela a été le cas à Montpellier, à Toulouse, ou encore à Nantes, à l'occasion des sorties ou voyages collectifs organisés par le club de futsal, par Izards Attitude ou par la CSF Dervallières. Partir ensemble, quitter le quotidien..., crée des liens entre des participants qui ne se connaissaient pas forcément. Cela permet aux garçons et aux filles de se libérer du contrôle social qui règne dans les quartiers ; et aux parents de s'installer dans un rôle plus détendu et valorisant vis-à-vis de leurs enfants que celui qu'ils sont obligés de tenir tout au long de l'année. Le plaisir partagé, autrement dit, a des effets positifs..., exactement inverses à ceux que produisent la souffrance ou l'inquiétude liées à une vie matérielle difficile : il abaisse les peurs et les défenses, « augmente » chacun et chacune, et favorise l'ouverture à l'Autre.

Ce phénomène a joué dans nombre de projets. L'ADDAP 13, qui, de par son travail auprès des jeunes des quartiers Nord, est particulièrement soucieuse du lien avec les familles, explique d'ailleurs que la possibilité de présenter des projets intergénérationnels est l'un des aspects du programme qui a séduit l'association : cela répondait au souci des parents, comme des éducateurs. Dans des cités comme celles-ci, explique le directeur, « on n'a que les ressources des habitants eux-mêmes. Sans ça, on ne peut pas travailler. On s'appuie sur des petits collectifs de citoyens qui n'ont pas envie de voir leur quartier se dégrader davantage, et qui se mobilisent. Nous, on surfe là-dessus, grâce à la confiance construite au quotidien. Souvent, les jeunes sont moteurs : ils ont plein d'idées, de rêves : c'est le propre de la jeunesse ! Mais ils ont besoin d'être drivés. Nos éducateurs ont ce savoir faire, pour les aider à faire émerger des projets, mais on s'appuie aussi sur les adultes du quartier : les parents, ou les commerçants, comme à La Castellane. »

Les actions menées avec le soutien d'ACLEFEU à Clichy-sous-Bois / Montfermeil ont elles aussi permis que s'opèrent des partages et transmissions précieux entre générations, entre hommes et femmes et plus largement, entre voisins ou avec des personnes réfugiées. Le groupe de femmes bricoleuses, par exemple, a réuni « *des mamies de 60, 65 ans, des mères de famille et des jeunes femmes de 25, 27 ans* ». Elles étaient une vingtaine en 2016, et le groupe s'est étoffé en 2017, jusqu'à rassembler une trentaine de personnes.

« Quand on apprend à bricoler, une solidarité se crée, on parle beaucoup du vivre ensemble », explique la coordinatrice familles de l'association. *« Ce sont des familles de différents quartiers, qui ne se connaissaient pas au départ. À présent, certaines gardent les enfants des autres quand elles veulent venir à l'atelier ou à un événement. Certaines mamans qui font partie de l'atelier bricolage font des maraudes pour les réfugiés : elles ont aidé à préparer un repas pour 500 personnes à l'espace 93 ! Des jeunes et des moins jeunes se sont retroussé les manches, ont été sur place pour cuisiner ou s'occuper du service. La plupart d'entre elles n'ont pas de travail, mais elles se sont cotisées, ont offert des bonbons, du shampoing... »*

De même, la création, en réponse à la sollicitation de certains habitants, d'un jardin partagé sur le terrain jouxtant les locaux de l'association, a permis de riches échanges entre hommes, femmes et enfants. 32 personnes de tous âges ont participé aux ateliers jardinage, « *alliant pédagogie et pratique* », organisés chaque semaine tout au long de l'année. Depuis la préparation du terrain jusqu'à la récolte, en passant par l'établissement d'un calendrier pour les semis et plantations, l'entretien, l'arrosage, la fabrication de mobilier à partir de palettes..., les tâches n'ont pas manqué, qui ont permis d'apprendre ensemble, de transmettre son savoir aux uns et aux autres, ou de se relayer à tour de rôle pour entretenir les différentes parcelles. Le tout « *dans un esprit d'éco-responsabilité et de développement durable* », qui contribue à « *la sensibilisation des jeunes générations de Clichois aux enjeux de l'agriculture urbaine* ». Une bonne école pour s'entraîner à faire confiance aux autres, et pour prendre conscience de ses propres responsabilités.

« Il y a des ados, des parents, des grands-parents... L'idée, c'est que chacun amène sa petite graine ! »

Un souci de rapprochement intergénérationnel que l'on a vu à l'œuvre de la même manière à Libercourt, dans le Pas-de-Calais, où les femmes qui avaient initié le projet « *La marmite à idées* » ne se sont pas contentées de cuisiner entre elles. Elles ont également mis en place « *des repas conviviaux réguliers qui touchent de nombreuses personnes* » : des vieux *chibanis* de la ville jusqu'aux enfants, à travers des goûters.



Ateliers cuisine à Libercourt. Source : <http://www.chfaid.org/>

Des projets qui font des petits..., ou l'enjeu d'un soutien dans la durée

Autre phénomène intéressant à souligner, qui découle en partie des deux précédents : l'implication collective dans la réalisation des actions a souvent débouché... sur de nouveaux projets ! On touche là du doigt l'effet « *déclic* » ou « *boule de neige* » du soutien apporté aux rêves d'habitants. Lorsque les projets sont effectivement nés de mobilisations ou du désir de groupes soutenus au plus près de leur habitat et de leur quotidien, et lorsque les participants ont pu, grâce au financement accordé et à l'accompagnement de telles ou telles personnes-ressources, en voir concrètement les effets, il est fréquent que surgissent d'autres idées, d'autres envies d'agir.

Soit que les groupes d'habitants initiaux s'élargissent, et souhaitent poursuivre à une autre échelle l'action engagée, soit que le succès rencontré confère confiance et enthousiasme aux participants, qui expriment leur volonté de renouveler l'expérience ou d'aller plus loin. C'est ce qui s'est passé par exemple avec l'atelier jardinage de Clichy-sous-Bois évoqué ci-dessus : ayant « *rencontré un franc succès* », il a fait naître des vocations. D'où la volonté des uns et des autres de poursuivre cette activité. Les responsables et animateurs d'ACLEFEU connaissent bien cet effet « *cercle vertueux* », qui renforce le pouvoir d'agir des habitants. Parmi les jeunes qui ont participé au projet *Passeport citoyen* les années précédentes, par exemple, « *certain reviennent pour monter d'autres projets* », explique Sabrina, salariée de l'association sur un emploi aidé, chargée du développement territorial du collectif.

« C'est le cas par exemple d'une jeune fille que l'on a accompagnée depuis le début, et qui est aujourd'hui bénévole dans l'association. Dans son cursus scolaire, elle est entrée en alternance à la SNCF, au service communication. Et elle a créé un événement, le Salon de la bienfaisance. Du coup, elle a mis en place un gala, en invitant des familles, pour financer son projet ('Open your eyes'), d'éducation et d'accès à la culture des jeunes et des mamans. Elle a ainsi emmené des jeunes dans des musées, et a pu organiser un séjour au Luxembourg : 4 jours de visite des institutions. »



Des jeunes de Seine Saint-Denis en voyage à Amsterdam.

Source : <http://www.aclefeu.org/>

À Libercourt, si les financements obtenus n'avaient pas permis de rénover complètement la cuisine fin 2016 (l'un des objectifs du micro-projet), ils ont contribué à faire bouillir cette « marmite à idées » qui portait si bien son nom. Les ateliers cuisine ont en effet fonctionné comme sources de nouvelles dynamiques :

« Le groupe de femmes a mis en place des séances de marche hebdomadaires et a rencontré d'autres collectifs de femmes de la région..., qui leur ont donné l'idée et l'envie de monter de nouveaux projets », note l'association Ch'faid.

De la cuisine à la marche collective, chaque pas en avant contribuant à l'autonomisation des participantes et à la stimulation des échanges : une recette déjà éprouvée par ACLEFEU en Seine-Saint-Denis, avec son groupe de femmes qui marchent tous les lundis pour s'aérer la tête autant que le corps. L'action conduite à Libercourt, en favorisant l'expression individuelle et la circulation de la parole, à partir d'une activité partagée hors de chez soi, se révélait ainsi fidèle aux intentions énoncées à l'origine du micro-projet : *« sortir ces femmes de l'isolement »* et faire de leur groupe *« une force vive capable d'impulser, sur le quartier et la ville, des projets de manière totalement autonome. »*

De même à Toulouse, c'est une véritable spirale positive qui est née du projet initial de la mobilisation des mères de famille en faveur de l'éducation et de la protection de leurs enfants. L'association Izards attitude avait au départ pour souhait *« d'occuper un local »* en pied d'immeuble, dans le but de *« soutenir les initiatives de femmes dans le quartier »*, proposer des activités aux adolescents et des animations intergénérationnelles... Mais petit à petit, leur ambition s'est élargie, comme l'explique Yamina Aissa Abdi, la présidente de l'association :

« Quand on est revenues de Paris, les femmes avaient envie de faire du théâtre, du sport... Elles ont oublié un peu leur rôle de mère, compris qu'elles sont femmes d'abord. »

Elles sont revenues pleines d'ambition ! Suite à cette visite, on a fait une restitution, on a invité les élus, qui sont venus. J'ai fait part de nos craintes : 'On fait quoi de nos ados ? Ce sont les futurs citoyens de demain, et ils sont tous à la rue. Mais ça n'a rien donné...' »

Insuffisante pour obtenir d'emblée l'audience publique recherchée, la démarche enclenchée a néanmoins eu un impact majeur : renforcer la détermination de ces mères inquiètes pour leurs enfants. Elle a aussi permis, comme l'expliquent des membres de Tactikollectif qui les accompagnaient, « *d'interpeller d'autres habitants, y compris les hommes. Et elle fait école. Ça fait levier, ce qui a été important pour la dynamique de l'ensemble du quartier.* » De fil en aiguille, Izards Attitude a en effet décidé d'organiser une table ronde avec des décideurs locaux et diverses institutions (élus du Conseil général et de la Ville, directeurs d'école...). Objectifs : mobiliser tout le monde sur « *l'urgence de l'aide à la jeunesse* » et la lutte contre le trafic de drogue, dans un contexte où les éducateurs mobilisés par la Justice et le Conseil général avouaient aux parents être eux-mêmes « *dépassés* » ; « *interpeller les élus et les institutions concernées* », pour « *essayer de trouver des solutions et travailler tous ensemble afin de limiter le décrochage scolaire, qui mène tout droit à la rue, à l'abandon de la jeunesse et aux trafics.* »

Le Secteur Promotion des habitants a apporté son soutien moral et financier tout au long de ce processus, à travers : des visites et rencontres sur le terrain (de la part de Malika Chafi et de David Cadasse, réalisateur vidéo intervenant pour la Fondation) ; la valorisation de l'action de l'association sur le blog *Croisons le faire*⁸, ainsi que lors du forum national « *Pas de quartiers sans la voix des habitants* », organisé par la Fondation en mai 2017 ; l'intervention d'une professionnelle mandatée pour aider à structurer le fonctionnement de l'association (écriture des projets, demande de co-financements...) ; le financement d'une aide technique pour la mise au point du blog de l'association (mission en cours).

Soutenue également par le Centre social CAF du secteur — sa visibilité ayant par ailleurs été renforcée par des événements publics organisés localement, comme la Dictée des cités —, l'association a recruté : elle dispose à l'heure actuelle d'un équivalent temps plein (deux mi-temps) pour développer le réseau de soutien à la parentalité dans le quartier. Elle est en négociation pour disposer d'un local autonome, et ses responsables ont inscrit la mobilité à leur agenda : elles expliquent aujourd'hui vouloir s'inspirer des militantes rencontrées dans d'autres villes pour « *inciter nos adhérentes à exercer leur rôle de citoyennes, à s'impliquer davantage, de façon à améliorer la vie dans nos quartiers et redonner espoir aux habitants* ». De l'inquiétude initiale pour leurs enfants à la préoccupation beaucoup plus large d'implication citoyenne dans la vie locale : on mesure le chemin parcouru...

« *Transformer la révolte en actions citoyennes : c'est ce que nous faisons* », explique aussi Zoulikha Jerroudi, coordinatrice familles d'ACLEFEU, salariée sur un poste d'adulte-relais.

« On a à l'association des jeunes de 16 ans, qui étaient auparavant dans la rue... Moi-même, je suis partie avec le premier projet Oxygène de l'association, en tant que mère de famille. Puis je suis devenue bénévole ; et ma fille, à 14 ans, est à son tour devenue bénévole. »

⁸ Cf. la vidéo en ligne sur <http://croisonslefaire.blogspot.fr/2016/12/les-meres-des-izards-sorganisent-contre.html>

Ces exemples, comme toute l'expérience accumulée par le secteur Promotion des habitants depuis des années, pointent un enjeu majeur : la **nécessité d'agir dans la durée** pour soutenir des initiatives qui ont besoin de temps pour s'affirmer, et dont les effets ne peuvent se faire sentir que progressivement. C'est bien naturel et compréhensible, vu les situations de grande fragilisation sociale ou d'illégitimité politique des populations desquelles on parle... Mais cela représente un défi que nombre d'institutions publiques ont du mal à relever. « *Pourquoi financer encore telle association, qui a déjà obtenu de l'aide l'an dernier ?* », entend-on souvent dans certaines collectivités ou administrations, de la part de responsables qui invoquent « *l'intérêt général* » pour justifier une répartition « *équilibrée* » des crédits publics. À l'encontre de cette stratégie du « *saupoudrage* », les enseignements de l'action du secteur Promotion des habitants de la Fondation Abbé Pierre démontrent l'importance de pouvoir mener un travail de longue haleine avec certains acteurs des quartiers, mobilisés eux-mêmes au service d'autres habitants, dans une logique d'élargissement constant de leur action.

Changer les représentations dominantes, rapprocher les hommes des femmes, les enfants des parents, aider à l'émergence de citoyens-acteurs..., ne saurait se faire en un claquement de doigt, comme le soulignent à juste titre des membres d'ACLEFEU :

« On n'est pas des sprinters, on est des coureurs de fond. Et à la Fondation Abbé Pierre, ce sont des marathon men ! Les autres financeurs sont dans une logique de sprint, ce qui ne permet pas de construire durablement. Si on n'aide pas les associations comme les nôtres à avoir les reins solides pour continuer, tout ce qui a été construit depuis douze ans s'écroulera, la violence augmentera... »

Ceci dit, les besoins sont immenses dans les quartiers. Concilier ouverture aux initiatives émergentes et soutien au long cours des acteurs en voie de consolidation représentera certainement l'un des défis à relever dans les années qui viennent, pour le programme *Rêves d'habitants*. D'autant plus à l'heure où nombre d'associations voient les pouvoirs publics se désengager de leurs subventions, privilégiant de plus en plus les financements sur projets— une logique qui menace de fait la survie et l'action de nombre d'acteurs de proximité à l'écoute des habitants.

« À ACLEFEU, on n'a que des emplois aidés ou des postes d'adultes-relais. Et que des financements sur projets : rien pour le fonctionnement. Quand un poste d'animateur ou de coordinateur s'arrête, cela remet en question tous les projets. (...) Nous, on accueille et on accompagne les familles au long cours : au bout d'un moment, elles deviennent autonomes, et cela donne naissance à des projets comme ceux que l'on a pu présenter pour Rêves d'habitants. Mais c'est le fruit de notre programme Oxygène, et cela a nécessité un suivi pendant des années... »

4. Quel rôle pour les agences régionales de la Fondation ?

Au vu de ces enseignements, différents enjeux peuvent être pointés pour l'avenir, dans la perspective d'un renforcement du rôle des agences régionales de la Fondation Abbé Pierre dans le programme *Rêves d'habitants*, et plus généralement aux côtés du secteur Promotion des habitants.

Soulignons d'abord que la volonté affirmée fin 2014 d'accroître l'implication de ces agences dans le programme s'est traduite de manière inégale en 2015-2016. Certaines agences se sont fortement engagées, d'autres moins. Cela est lié à de multiples facteurs, que nous ne pouvons pas analyser ici, n'ayant pu rencontrer leurs responsables dans le cadre de cette enquête. Ceci dit, il nous semble que poursuivre dans la voie de cette implication est important, pour au moins deux raisons :

- contribuer à mieux faire connaître le programme *Rêves d'habitants* et sa philosophie sur l'ensemble du territoire national, que ce soit auprès des populations démunies, des bénévoles ou des salariés de la Fondation,
- et assurer un accompagnement « rapproché » des projets financés.

Si l'on considère qu'il se joue à travers ce programme de micro-projets un élément stratégique important pour la Fondation (soutenir des initiatives collectives locales, qui peuvent elles-mêmes contribuer, dans une logique d'*empowerment*, à faire reculer les situations d'exclusion et de mal logement), il importe en effet de mobiliser des forces autour du secteur Promotion des habitants. Et celles-ci seront les mieux placées au plus près des territoires — la dimension de proximité s'avérant cruciale à la fois pour repérer les projets, faciliter leur éclosion et leur accompagnement dans le temps.

Besoin d'interlocuteurs « *convaincus* » et à l'écoute

Les témoignages que nous avons pu recueillir depuis plusieurs années auprès des groupes d'habitants et des associations concernés par le programme ont tous insisté sur **l'importance cruciale de la relation humaine** qui se noue entre les porteurs de projet et la Fondation Abbé Pierre, à travers l'accès direct à des personnes « à l'écoute » au sein de l'institution. C'est ce qui fait la différence, explique-t-on ici et là, avec d'autres programmes destinés à soutenir les initiatives habitantes, que ce soit dans le cadre des politiques publiques ou de la part de fondations d'entreprises.

« On se heurte la plupart du temps à une administration compliquée, pas souple, très éloignée de la réalité du quotidien », estime une militante associative. « Ils sont dans le jugement, la suspicion, nous regardent de haut..., alors que les bénévoles, sur le terrain, ne comptent pas leur temps. C'est parfois décourageant : on en a marre de mendier à chaque fois, on a parfois envie d'arrêter, c'est usant... Ce qui nous retient, ce sont les gens. Ils sont dans les souffrances, au bout de l'attente. Et nous, on est la soupe.(...) Avec la Fondation, c'est différent, humainement parlant : on ne parle pas qu'à une institution, mais à des gens qui mènent des combats, des luttes. C'est beaucoup plus simple pour nous, de pouvoir dire sincèrement ce que l'on vit, les obstacles que l'on rencontre : au-delà de l'aspect financier, d'autres relations naissent... »

« La plupart des structures ne voient que des dossiers. Là, ce n'est pas le cas : il y a de l'humain. »

« M., elle va sur le terrain. Elle est consciente, parce qu'elle se déplace sur le terrain, à la rencontre des habitants. Ce que ne font presque jamais les institutions, comme les services des villes ou de l'Etat : eux, ils nous disent : 'Faites !', mais ils nous mettent des freins administratifs pour qu'on n'y arrive pas ! »

Joue aussi, de l'avis des porteurs de projets comme des agences régionales de la Fondation, l'image de cette dernière, le fait qu'elle soit repérée *« comme une association de soutien et d'interpellation »*, où l'on sait que l'on disposera d'une *« écoute bienveillante »* : *« C'est différent de la Fondation de France par exemple, où l'on ne va pas pour pousser des coups de gueule »*, estime le directeur de l'agence en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

« Ce n'est pas juste une question de financement », confirme un responsable associatif en région parisienne. *« C'est la volonté de régler le problème social et humain dans nos quartiers, pour qu'on se sente bien dans l'urbain. Il faut être proche de la souffrance des gens, les accompagner. »*

« Nous, la relation aux habitants, c'est fusionnel », explique-t-on à ACLEFEU. *« Avec la Fondation Abbé Pierre, c'est la première fois qu'on a une institution où l'humain est présent. Ça tient aux personnes ; à leur volonté, leurs convictions, leur acharnement : l'idée qu'on n'est pas là pour assister les gens mais pour travailler sur leur émancipation. Venir nous voir, rendre visite aux familles, c'est essentiel. C'est ce que les élus ne font pas assez... On a travaillé avec la Fondation RATP, ils nous ont soutenus pendant deux ans, mais sans se pencher réellement sur ce qu'on faisait. Il n'y avait pas de lien humain, c'est une fondation d'entreprise... »*

« Ce qui est fondamental, aussi, c'est qu'on a des interlocuteurs identifiés à la Fondation, des personnes convaincues, et disponibles. Quand il y a une urgence, un besoin d'informations, un problème financier, on peut les appeler : c'est accessible. Impensable dans d'autres institutions... »

Jusqu'ici, la qualité de cette dynamique relationnelle nouée autour du programme *Rêves d'habitants* s'est appuyée sur quelques personnes qui assuraient l'essentiel des tâches depuis Paris. Selon les cas : repérage des initiatives, dialogue avec leurs promoteurs, suivi de l'allocation des financements, visites de terrain, mise en réseau des porteurs de projets et organisation d'échanges d'expériences. Avec l'engagement de certaines agences, cette base relationnelle a commencé de s'élargir, et les porteurs de projets ont pu disposer d'interlocuteurs locaux. Mais encore en trop faible nombre, ou trop peu disponibles, semble-t-il, pour pouvoir faire face au potentiel d'initiatives intéressantes, ou aux imprévus rencontrés dans le déroulement des actions.

Besoin de « souplesse »

Pour nombre d'acteurs de terrain, ce qui permet d'enclencher et de mener à bien des projets contribuant à l'autonomisation des habitants, au fait que les plus démunis d'entre eux puissent progressivement prendre des responsabilités et moins subir ce qui leur arrive,

c'est « *la souplesse* ». Un mot qui revient très souvent dans les discours que nous avons recueillis, et que les uns et les autres opposent à la « *rigidité* » de certaines institutions ou administrations.

Cela recouvre plusieurs idées. D'abord le fait, de la part de la Fondation, de pouvoir proposer rapidement, voire dans l'urgence, une aide financière ou organisationnelle adaptée à des embryons de projets, qui naissent au sein de petits groupes d'habitants ou à l'initiative de quelques personnes révoltées par telle ou telle situation (comme on l'a vu au début de ce rapport).

« Il faut de la souplesse », insiste-t-on à ACLEFEU. « Parce que de notre côté, une nouvelle demande arrive..., on réagit vite, on s'adapte, on en fait quelque chose. Dans les administrations, il y a toute une procédure qui nous ralentit. Le projet est là, mais eux, ils vont nous financer dans quatre mois. La Fondation Abbé Pierre, elle, comprend qu'il faut débloquer les fonds rapidement. On peut avoir une avance si nécessaire. Ils se battent pour nous, parce qu'ils ont compris que c'est une nécessité. On se bat pour les mêmes objectifs, en fait... »

Cette idée de souplesse renvoie également à « *l'ouverture* » du programme *Rêves d'habitants* : les thématiques sont larges, et il n'y a pas de frontières territoriales à respecter (être à l'intérieur d'un quartier classé dans la géographie prioritaire de la Politique de la ville, par exemple). Rien n'interdit de proposer une action qui se déroule sur plusieurs quartiers ou plusieurs communes ; qui relève de la mobilité des personnes ; qui concerne à la fois des jeunes et des personnes âgées, etc. Les collectifs d'habitants ou les associations intéressés n'ont pas à « *tordre* » leurs projets pour « *les faire entrer dans des cases* » ou sur des lignes administratives censées permettre aux financeurs de les analyser plus rapidement, ou d'évaluer de manière chiffrée l'utilisation des crédits engagés.

Enfin, la souplesse est celle qui rend possible le soutien dans la durée — plusieurs années s'il le faut — de telle action qui ne portera ses fruits qu'à force de persévérance.

Autant de conditions qui renvoient en fait à la « *qualité humaine* » que les porteurs de projet disent rencontrer du côté de la Fondation Abbé Pierre. Sans une relation de personne à personne en effet, sans les visites régulières des responsables du programme sur les sites concernés par les micro-projets, les rencontres avec les militants associatifs ou des habitants impliqués dans les collectifs mobilisés, point de « *souplesse* » possible. Il faut ces échanges interpersonnels, cette connaissance des problématiques locales et des acteurs de terrain, cette attention aux dynamiques en cours, pour que puisse se développer la confiance qui permettra d'accorder des financements dans des conditions où aucune garantie de succès n'est assurée d'avance.

« Il y a aussi le fait qu'on ne nous impose rien », note un militant associatif. « On nous prend comme on est et vers où on va. On ne nous a jamais contraints à faire ou à dire ce que la Fondation voudrait. On respecte notre liberté. Une relation de confiance s'est installée, par nos actes, du fait qu'on n'a pas trahi les valeurs de la Fondation. »

Si cette notion de « *qualité humaine* » est bien sûr difficile à cerner, il serait dommage, pour l'avenir, de penser qu'elle est ne peut être imputable qu'à des personnalités particulières. Le

facteur joue évidemment, mais une réflexion collective approfondie sur le sujet pourrait permettre de mieux en saisir les ressorts, et d'en faire un aspect plus conscientisé de l'action de l'institution, en particulier dans la perspective d'un engagement accru des agences régionales dans ce programme.

Besoin de suivi de proximité : vers un engagement des bénévoles ?

Un autre aspect de notre bilan plaide en faveur du renforcement des moyens humains alloués à la promotion des habitants dans ces agences, et à un meilleur partage de la philosophie de la démarche : il concerne la question du suivi rapproché des projets, aussi bien en termes administratifs que sur le plan social ou politique. Certes, comme on vient de le souligner, ce suivi est actuellement assuré depuis le niveau central de la Fondation, à travers les contacts téléphoniques fréquents entre les responsables parisiens du secteur Promotion des habitants et les porteurs de projet, ainsi qu'à l'occasion des visites de terrain. Mais la montée en puissance du programme permettra-t-elle encore ces échanges rapprochés ?

Pour comprendre de quel suivi nous voulons parler, et à quelles conditions les agences régionales pourraient mieux le prendre en charge, il n'est pas inutile de se pencher sur le cas marseillais. L'agence Provence-Alpes-Côte d'Azur de la Fondation s'est en effet fortement engagée depuis l'origine dans le programme *Rêves d'habitants*. Son directeur, Fathi Bouaroua, a contribué à la définition du cahier des charges initial et à toutes les étapes qui ont suivi depuis 2011. L'agence fait partie de celles qui ont contribué à visibiliser l'engagement de la Fondation en matière de promotion des habitants — grâce notamment à l'inscription de longue durée de son directeur sur le territoire marseillais et dans les mondes associatifs locaux. Le lien s'est ainsi fait « naturellement » avec l'ADDAP 13 et d'autres structures (l'ANEF Provence, l'ARS, Le Refuge...), et c'est ainsi qu'ont pu être repérés les cinq micro-projets soutenus en 2016 par la Fondation dans les quartiers Nord de Marseille.

Un certain nombre de facteurs conjoncturels ont pourtant fragilisé la dynamique engagée — au premier rang desquels le relatif retrait du directeur de l'agence, pour cause de maladie. Les problèmes internes que rencontrait au même moment l'ADDAP 13 (changement de directeur) et « l'aggravation des tensions sociales sur le terrain » se sont conjugués avec cette situation pour entraîner d'une part de petits « couacs administratifs »⁹, et d'autre part la suspension de deux des cinq projets prévus.

Les actions envisagées sur les cités de La Bricarde (initiation de jeunes à la musique traditionnelle par des pères du quartier, censés devenir ainsi des « passeurs de savoir et d'histoire ») et de Saint-André (fabrication de bancs par des bénévoles, pour améliorer une place publique) n'ont en effet pas pu être réalisées, alors même qu'elles avaient été préparées avec des habitants. A posteriori, l'ADDAP attribue ce relatif échec à la dégradation de la situation dans les cités en question : trop forte implantation des réseaux de trafic de drogue, climat de « peur collective » lié aux meurtres et règlements de compte, tensions inter-associatives, fermeture d'un centre social...

⁹ Les fiches de demandes de financement qui avaient été validées par la commission de sélection des projets, au sein de la Fondation, n'ont pas été mises au point dans les temps par l'ADDAP, si bien que l'argent est arrivé avec retard : l'association a dû prendre sur ses fonds propres pour engager les actions.

On peut considérer qu'il y a eu là une conjonction d'obstacles indépassables..., mais on peut aussi penser qu'avec davantage de ressources humaines, l'agence régionale de la Fondation aurait pu apporter un « plus » permettant de surmonter certaines difficultés dans le cours de l'action. On rejoint là l'idée exprimée par certains porteurs de projets, selon laquelle la réussite des dynamiques émanant de populations fragilisées « *ne dépend pas que d'une question d'argent* » : plus on les entoure d'attention humaine et d'intelligence collective, plus on se donne de chances de les voir aboutir et se démultiplier.

Dans les conditions actuelles, les agences ne sont pas en mesure d'apporter un tel soutien (en PACA, l'équipe était composée en 2017 de 4 personnes, y compris le directeur et le personnel administratif ; la « *promotion des habitants* » représentant 3 à 4 % de l'activité de l'agence). Mais pour l'avenir, on peut imaginer qu'il en soit autrement. En s'appuyant sur un réseau de bénévoles sensibilisés à ce genre d'actions, « *les agences pourraient avoir un lien direct avec les populations* », estime Fathi Bouaroua, qui cite l'exemple du dispositif mis en place en PACA pour accompagner les personnes dans les tribunaux : « *Nous avons conçu des tandems, avec des partenaires locaux. Chaque permanence est tenue par une association, avec toujours un bénévole de la Fondation Abbé Pierre, pour montrer aux personnes reçues que l'action est bien portée par la Fondation.* »

« La promotion des habitants pourrait tout à fait être une activité pour nos bénévoles », insiste le directeur de l'agence marseillaise. « Une personne pourrait être attachée à chacun des projets, pour assurer un accompagnement humain, au-delà du soutien financier. On pourrait développer un bénévolat de compétences sur ce type d'actions. Cela supposerait une délégation de la part du secteur Promotion des habitants, qui pourrait animer le réseau des agences régionales, apporter un soutien logistique, un encadrement et une aide à la formation des équipes de bénévoles. »

Autrement dit, ce qui est fait depuis 2011 à partir du niveau central de la Fondation pourrait l'être avec encore plus d'impact depuis les agences régionales — pour peu que celles-ci partagent la philosophie de la démarche mise en œuvre par le secteur Promotion des habitants. Une piste qui implique cependant de passer une nouvelle étape stratégique au sein de la Fondation, en dialogue avec les agences régionales. Car à l'heure actuelle, estime Fathi Bouaroua, « *nous ne sommes pas forcément sur la même longueur d'ondes, entre Lille, Bordeaux, Marseille... : on ne se rencontre pas assez sur ce sujet.* » Après la décentralisation des financements des micro-projets, intervenue en 2017, il s'agirait à présent de réfléchir aux conditions nécessaires pour parvenir à un « *projet commun* » quant à la manière d'appréhender et d'accompagner les initiatives qui, sur de nombreux territoires, contribuent à augmenter le pouvoir d'agir des habitants les plus démunis.
